

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 OCTOBRE 1909.

Proposition de loi établissant, au profit de l'État, une taxe sur les enseignes, pancartes et tableaux destinés à la publicité industrielle ou commerciale ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

La proposition, dont l'initiative de MM. les représentants Carton de Wiart et Destrée a saisi le Parlement, revêt les apparences d'une loi purement fiscale.

Mais — les auteurs de la proposition ne cherchent point à le dissimuler — la réforme soumise à vos délibérations est inspirée par une pensée moins matériellement utilitaire.

Ils poursuivent ce but final d'apporter une contribution indirecte à la protection d'une de nos richesses nationales : la beauté des paysages. Ils le poursuivent par une mesure d'application immédiate, susceptible d'être adoptée sans qu'il faille engager des discussions dont l'ampleur redoutée fournirait prétexte à ajournement.

D'autres ont considéré des dispositions semblables à celle qui vous est proposée comme devant former un des chapitres du *Code du paysage*. Des Parlements voisins en poursuivent l'élaboration. Ils souhaitent de voir consacrer, par un faisceau de lois, la protection des monuments historiques, des paysages et des sites, les servitudes d'utilité esthétique, le maintien du patrimoine national, la conservation des œuvres d'art.

S'il est vrai que la défense des intérêts de l'industrie et du commerce national, l'équitable répartition des charges fiscales, matières particulièrement dignes de notre sollicitude justifient le projet, et que son adoption peut également concourir à la défense, à la conservation des sites,

(1) Proposition de loi, n° 180 (session de 1906-1907).

(2) La Commission, présidée par M. Cousot, était composée de MM. Borboux, Claes, Tibbaut, Vandervelde, Versteyle, Wauwermans.

trop souvent déshonorés, de la patrie belge, la proposition qui vous est soumise justifiera à un double titre vos suffrages.

« Ce n'est pas l'habitude d'un contribuable de réclamer quelques taxes » nouvelles, » disait un écrivain français à l'occasion d'un projet de loi semblable à celui-ci. « Eh bien cette fois, je réclame l'intervention du fisc : je » réclame une taxe contre cet affichage, et je la veux lourde, écrasante. » D'aucuns pourront ne pas la soutenir, c'est mon espérance; d'autres la » subiront, mais très peu nombreux; ainsi quelques sous de plus — ils sont » toujours désirés — tomberont dans ce tonneau des Danaïdes que l'on » appelle les caisses de l'État, et cependant nous aurons débarrassé quelques » vieux murs — que c'est beau, un vieux mur! — de ces hontes. Les choco- » latiers ou autres nous maudiront, mais le Ministre des Finances nous » bénira; et la haine de ceux-là ne me réjouira pas moins que la béatitude » reconnaissante de celui-ci » (1).

C'est donc sous ce double aspect, et avec la double portée qui doit être attribuée à la proposition, que nous en poursuivrons l'examen : dispositions fiscales, préoccupations esthétiques.

I. — LE TIMBRE DES AFFICHES. — LES IMPRIMEURS DEVANT LE FISC.

Aux termes de la législation actuelle, « sont assujetties au timbre les affiches imprimées ou écrites, quels qu'en soient la nature et l'objet, y compris les placards annonçant la vente des biens meubles et immeubles, apposés en exécution de la loi ou d'une décision judiciaire » (loi du 25 mars 1891, art. 19).

Le droit de timbre des affiches est fixé comme suit :

» Pour la feuille de moins de 20 décimètres carrés de superficie fr. 0.05,
» pour la feuille de 20 décimètres carrés jusqu'à 25 exclusivement fr. 0.06,
» pour la feuille de 25 décimètres carrés jusqu'à 30 exclusivement fr. 0.07,
et ainsi de suite, à raison de 1 centime par 5 décimètres carrés sans fraction » (*ibid.*, art. 18).

Aux termes de la jurisprudence et de la doctrine administrative, « il faut entendre par affiches dans l'application de la loi sur le timbre, non seulement les annonces faites dans un but mercantile, mais tout moyen de publicité consistant en une feuille apposée dans un lieu public... C'est l'annonce mise par une personne usant de la publicité d'un lieu pour informer le public d'un fait » (Bruxelles, 1^{er} avril 1893, *Recueil général*, 1893, p. 190).

L'Administration des finances, par une circulaire en date du 18 janvier 1873, décide que ne sont pas sujettes au timbre les affiches qui, dans les cafés ou estaminets, servent à faire connaître l'origine des consommations. La jurisprudence, tout en faisant ses réserves à ce sujet et en manifestant un esprit plus rigoureux, déclare qu'en tout cas la doctrine de cette circulaire

(1) AUGÉ DE LASSUS. *La joie et la beauté pour tous*, conférence faite à l'assemblée générale de la Société pour la protection des paysages en France.

et celle du 28 octobre 1884 devrait être limitée aux annonces servant seulement à faire connaître des consommations.

Il en résulte donc que le droit de timbre frappe lourdement un mode de publicité : l'affiche imprimée — mais ne frappe que ce mode spécial, — laissant en dehors de la taxation non seulement les prospectus, les circulaires, la publicité commerciale dans les journaux — et l'on ne songe nullement ici à les dénoncer comme matière imposable —, mais aussi une catégorie d'affiches et d'annonces dont la force de réclame est bien plus considérable, la durée d'exposition autrement étendue que les fragiles affiches sur papier.

Échappent en effet à l'impôt du timbre, ces réclames énormes, aux couleurs criardes, qui s'étalent sur tous les pignons, qui envahissent toutes les clôtures, tous les baraquements. Si un coin quelconque dans les villes laisse une surface disponible, aussitôt elle est utilisée pour des annonces qui, obtenues à l'aide de la peinture ou de procédés étrangers à l'imprimerie, sont exonérées du droit de timbre.

L'annonce se meut avec les hommes sandwichs, sillonne les villes sur les flancs des tramways ou des voitures-réclames, éclate en lettres lumineuses au faite des constructions, apparaît en projections sur le rideau des théâtres ou sur les écrans de publicité en plein air.

Le système actuel de l'impôt est tout à l'avantage de ces procédés modernes de publicité. Mais il atteint d'autant plus injustement l'industrie de l'imprimerie, si gravement atteinte, en ces derniers temps, par la concurrence et les tarifs douaniers étrangers.

Il y a là une exception injustifiée : toutes les affiches doivent être traitées sous un régime égal, et il n'existe point de solutions autres que de supprimer totalement, radicalement l'impôt du timbre en ce qui concerne les affiches imprimées, ou de l'étendre à toutes les affiches, quel que soit le procédé qui a présidé à leur confection.

L'honorable M. Beernaert, signalant cette inégalité de traitement, demandait le 9 juin 1897 :

« Pourquoi cette exemption ? Pour quelle raison ? »

Aucune ne fut fournie. Il n'y en avait, il n'en existe aucune.

La situation fut à nouveau dénoncée dans le cahier de griefs du *Cercle belge de l'Imprimerie et de Librairie*, transmis en 1898 à M. le Ministre des Finances.

La section centrale chargée de l'examen du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1900 posa la question au Gouvernement « s'il n'estimait pas qu'il y avait lieu de frapper d'un impôt les annonces murales. »

Le législateur étranger n'a pas cru devoir consacrer ou persister dans de pareils errements :

La législation anglaise, qui ne frappe point l'affiche de droits de timbre, autorise la perception de taxes sur les lieux d'affichage : ceux-ci sont soumis à un impôt calculé sur le revenu, et perçu au profit des municipalités.

La publicité, sous ses formes les plus variées, se trouve ainsi atteinte, que la

réclame ait lieu sur mur, sur clôture, sur chevalets mis aux façades ou sur les toits, ou de toute autre manière.

Cet impôt varie de ville à ville : il atteint à Londres trente pour cent du revenu.

La loi de finances française du 8 juillet 1852, complétée par celles des 26 décembre 1890 et 26 juillet 1893, a soumis à un droit d'affichage les affiches peintes ou inscrites dans un lieu public, sur les murs, sur une construction quelconque, sur toile, sur bois, au moyen de tout procédé.

La jurisprudence a estimé ces termes suffisamment larges pour atteindre :

L'écriteau peint sur bois exposé au-dessus de l'entrée d'un passage (Douai, 24 juin 1874, D. P., 1875, v. p. 14).

Les inscriptions peintes sur les murs ailleurs qu'à l'entrée de l'établissement auquel elles se rapportent, alors même qu'elles n'exposeraient au public que des indications formant des éléments de l'enseigne (Cass., 20 déc. 1866, D. P., 1868, I, 412, et 10 juin 1882, *ibid.*, 1882, I, p. 437. Cour Paris, 12 janvier 1885, D. P., 1886, II, 20).

Les affiches peintes sur stores-annonces (Déc. du Ministère des Finances du 8 juin 1878, D. P., 1878, III, p. 87).

Les cadres mobiles éloignés de la demeure de ceux dont ils contiennent les éléments de réclame et de publicité (Grenoble, 14 août 1873, D. P., 1874, II, 197).

L'ingéniosité des exploitants de publicité a même doté certains sites d'inscriptions placées sur des collines et obtenues, ainsi que le cadre qui les entourait, en enlevant la couche de terre végétale, de façon à mettre à nu les pierres calcaires dont la blancheur se détachait sur le fond vert de la colline.

Le fisc les a atteintes (1).

La loi du 26 décembre 1890 avait rendu le droit annuel.

L'article 19 de la loi du 25 juillet 1893 fixe le droit pour toute la durée de l'affichage sur la base suivante, calculée par mètre carré :

1 franc dans les communes dont la population n'excède pas 5,000 habitants ;

fr. 1,50 dans les communes de 5,001 à 50,000 habitants ;

2 francs dans les communes supérieures à 50,000 habitants ;

fr. 2,50 à Paris.

Le canton de Vaud, qui impose un droit fixe de timbre de dix centimes par feuille les affiches imprimées, frappe d'un droit de timbre de dix francs par mètre carré les affiches peintes et toutes celles faites sur une matière autre que le papier.

La section centrale a cru convenable de demander au gouvernement — qui annonçait en 1900 avoir mis à l'étude la question qui nous occupe —

(1) Cfr. Tribunal de Montreuil-sur-Mer, 30 janvier 1903, J. E., 26605, *Rep. pér.*, n° 10546.

de bien vouloir lui communiquer les amendements qu'il estimerait devoir, le cas échéant, apporter à la présente proposition.

L'honorable Ministre des Finances a communiqué en conséquence un texte amendé qui, se ralliant en principe à la proposition de MM. Carton de Wiart et Destrée, en préciserait davantage les mesures d'application.

Ces amendements ne fournissent point d'indication relativement au taux du droit.

La proposition de MM. Carton de Wiart et Destrée le fixe à cinq francs par mètre carré et par an, avec un minimum de cinq francs.

Le texte des articles 3 et 4, § 1, du texte qu'a bien voulu nous communiquer l'honorable Ministre des Finances, démontre que l'accord existe en ce qui concerne le principe de perception du minimum.

Il s'en suit qu'une annonce exhibée à titre occasionnel, ou pendant une période saisonnière, une réunion occasionnelle, sera astreinte au paiement du droit en son entier.

Une annonce affichée au cours d'un des derniers mois d'un exercice et supprimée peu après le début de l'exercice suivant, se trouvera ainsi soumise au paiement de droits pendant deux années.

La loi française prévoit un droit une seule fois perçu. La loi du canton de Vaud applique la même règle, mais élève le taux du droit à dix francs, soit le double de celui proposé par les auteurs du projet. Le projet de loi soumis au grand conseil de Bâle par le professeur Wieland préconise le droit par exercice budgétaire annuel.

Le droit atteint ici l'annonce, et non l'emplacement. C'est un équivalent du timbre sur l'affiche imprimée. Si l'affiche est changée, il sera perçu à nouveau.

Il semble que c'est bien ce principe qui doit être appliqué : l'esprit de la proposition n'est pas de favoriser ce mode de publicité. Or, tel serait le résultat si le droit était perçu une fois pour toutes : Le droit de timbre sur les affiches imprimées est dû même si l'affiche n'est l'objet que d'une exposition fugitive, pendant l'espace d'un instant. Il est même des cas où il est acquitté par le fait de l'oblitération du timbre si cette exposition n'est point faite. Le droit est plusieurs fois perçu sur une affiche imprimée et s'acquitte en réalité à des périodes bien rapprochées et plusieurs fois l'an : En effet, les intempéries du climat, les dégradations des passants, les nécessités de recouvrir les affiches à raison de la limitation des emplacements, les frais de confection et d'apposition de nouvelles affiches grèvent l'affiche imprimée de charges périodiques bien plus considérables.

Les taxes et les impôts sont d'ailleurs toujours perçus annuellement et sans fraction, et ce serait aller à l'encontre de cette pratique que de prévoir des dégrèvements basés sur une inutilisation temporaire.

Il ne pourrait davantage être question de proportionner le droit à la population du lieu d'affichage, en adoptant le système français.

L'affiche produit son effet non sur la population fixe, mais sur la population de passage : Ce sont précisément les affiches placées dans les sites de villégiature ou écartés, que les industriels considèrent comme étant de

nature à produire les meilleurs résultats. Ce sont celles — répétons-le — que nous souhaitons voir surtout atteindre.

En ce qui concerne le bénéficiaire du droit, certains s'étaient posé la question de savoir si l'on ne pourrait en faire bénéficier les provinces ou les communes.

Dans sa session de 1907, le Conseil provincial du Brabant a été saisi d'une proposition de MM. Gheude et consorts, tendant à l'établissement d'une taxe sur les inscriptions murales ou autres, ayant pour but la réclame.

La Députation permanente fut invitée à étudier la question et à faire rapport au Conseil sur cette proposition, mais aucune autre suite ne fut donnée à cette proposition : M. le Ministre de l'Intérieur a, croyons-nous, informé Monsieur le Gouverneur que son département se refuserait à provoquer l'approbation de cette imposition.

Le conseil provincial de Namur avait créé une redevance de ce genre et un arrêté royal est intervenu improuvant la taxe provinciale sur les inscriptions murales ou autres ayant pour but la publicité commerciale ou industrielle.

La question reste donc entière, et le domaine fiscal réservé à l'État.

Il ne faut pas le regretter dans la poursuite du but second que vise la proposition : une administration communale bénéficiant des produits de l'affichage doit fatalement considérer de fort bon œil et favoriser l'extension que cet affichage pourrait prendre.

D'autre part, la perception au profit de l'État est de nature à assurer l'uniformité du taux, et à faciliter sa perception.

Le droit est un droit de timbre. C'est le droit de timbre élargi. Sa perception, de l'avis du Département des Finances, devrait continuer à être assurée par les soins des receveurs du timbre.

En réponse à une question qui lui avait été posée, M. le Ministre des Finances a émis l'avis « qu'il n'existait aucune bonne raison de faire intervenir les receveurs des contributions directes, soit dans la réception de la déclaration prescrite par l'article 4 de la proposition de loi, soit dans le recouvrement de la nouvelle taxe, laquelle ne paraît pas devoir être assimilée à une taxe foncière. »

Le texte des amendements du Gouvernement ne faisait donc que préciser la matière imposable, les débiteurs de la taxe, les obligations qui leur incombent et les sanctions en cas d'inexécution.

Le travail parlementaire ne pouvait que gagner à ce que le Gouvernement et la Commission fussent d'accord sur le texte à soumettre au vote; aussi cette dernière s'est-elle ralliée au texte des amendements et remaniements qui lui étaient suggérés.

Il semble cependant que l'application de la loi nécessite une mesure transitoire.

Certains contrats de publicité ont été passés sous le régime de la législation actuelle.

Sans doute, le projet de loi a été déposé le 28 juin 1907, c'est-à-dire il y a plus de deux ans, et les intéressés ont été avertis depuis longtemps d'une modification possible du régime fiscal.

Mais le cas peut se produire que des contrats ont été passés avant cette date et doivent continuer leurs effets pendant une certaine durée encore, sans possibilité de réalisation anticipée. Le droit est, dit l'article 3 nouveau, dû par celui qui a le droit d'en autoriser l'affichage. Mais l'article prévoit en même temps le recours contre l'auteur — c'est à dire le concessionnaire — de l'affiche ou de l'inscription. C'est, en réalité, l'affiche qui est cotisée et le concessionnaire de celle-ci qui devra supporter et rembourser le droit payé à sa décharge. La taxe sera, sauf convention contraire, à charge de celui au profit de qui un mur sert de support à la réclame. Le propriétaire, l'entrepreneur de publicité chercheront évidemment à en imposer le paiement à celui qui a loué le mur, l'emplacement.

Cette charge est de nature à modifier les conditions économiques qui ont amené à contracter.

Il paraît équitable d'admettre la résiliation des contrats en cours, suivant en cela le précédent instauré par l'article 36 de la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail.

Une disposition transitoire serait ainsi conçue :

« Toute personne ayant, antérieurement à la promulgation de la présente loi, pris en affermage des emplacements destinés à recevoir des affiches sujettes à perception du droit prévu à l'article 2, pourra dénoncer la convention dans le délai de deux mois, à charge d'enlever dans le même délai les dites affiches. Il ne sera tenu, en ce cas, au paiement d'aucune taxe en faveur du Trésor, ni d'aucune indemnité à l'égard du titulaire du droit d'affichage. »

II. — LA LUTTE CONTRE LA LÈPRE DES AFFICHES.

Un impôt pourra vraisemblablement réduire la dimension des affiches et nous débarrassera peut-être d'un certain nombre des plus encombrantes. Il découragera ceux qui rivalisent dans la lutte pour la dimension et le clinquant, et fera disparaître quelques-unes des criantes taches qui souillent les paysages.

Mais ce n'est encore qu'un expédient, ayons le courage de le constater. Cet expédient doit être accepté ne fut-ce qu'à raison des considérations économiques et fiscales que nous avons exposées. Mais tout sera-t-il fait ? N'y aurait-il pas lieu de combattre l'ennemi de front, et d'entreprendre directement ce que la proposition ne poursuit que par voie détournée et indirecte ?

La question a été posée et mérite d'être envisagée sous les aspects suivants :

Les abus sont-ils patents et méritent-ils qu'il y soit apporté remède ?

Quelle solution ont apportée, tentée, ou poursuivent, les pays qui nous entourent ?

La réglementation est-elle possible sans violer le droit de propriété consacré par la Constitution et les lois ?

Que les crimes contre la beauté des paysages se multiplient, qu'ils entraînent chaque jour un dommage moral et matériel par l'amointrissement du patrimoine d'art, richesse de chaque nation, c'est ce dont témoignent la création et les efforts des ligues chaque jour plus nombreuses : *Sociétés pour la protection des sites*, *Amis des arbres et des monuments*, *Trusts for places of historic interest and natural beauty* ou *Societies for checking the abuses of public advertising*, *Heimatschutz*, noms divers groupant, en des pays de mœurs et de législations diverses, les fidèles et les convaincus d'une même cause.

De jour en jour sont plus nombreux ceux qui comprennent avec Ruskin que « c'est dans la contemplation de certains horizons familiers que l'on » trouvera les sources de plusieurs grandes idées qui mènent le monde et, » par exemple, les sources mêmes du patriotisme. Le paysage est le visage » aimé de la mère Patrie. Plus cette vision sera belle, plus on aimera la » Patrie dont elle est l'image. Cette beauté doit être la grande préoccupa- » tion du patriote, comme elle a été sa grande éducatrice. Ce n'est pas » seulement en semant des statues qu'on récolte des hommes, c'est en res- » pectant les pierres de la terre natale : une nation n'est digne du sol et des » paysages dont elle a hérité que lorsque, par tous ses actes et par ses » arts, elle les rend plus beaux encore pour ses enfants ».

Et dans un ordre de considérations un peu plus utilitaires, le poète Jean Lahor écrivait dans la *Revue des Revues*, le 1^{er} mars 1901, cet article, qui fut la semence d'où sortit la vaillante Société pour la protection des paysages de France, dont l'activité est inlassable et l'œuvre remarquable :

« La beauté est pour certaines régions d'un rapport non moins certain et » plus durable et plus sûr que l'industrie, car elle ne fait jamais faillite, » comme une usine. L'usine passe ou peut passer, et elles dureront seules » les ruines qu'elle aura faites.

» Que les utilitaires le sachent bien : la grâce, la beauté, les sublinités de » la nature, sont une valeur sûre pour un pays, et ces sources d'un revenu » constant méritent donc qu'on les garde et protège avec ce soin, ce res- » pect toujours dus à ce que donne un revenu d'argent...

» Voulez-vous penser aux revenus annuels que la Suisse ou que la » Norvège aujourd'hui doivent aux visiteurs étrangers, attirés seulement par » ces monuments de la nature, qui sont les montagnes, les rochers, les » forêts, les lacs, les torrents? Voulez-vous penser aux revenus annuels » que l'Italie ou l'Espagne doivent aux vestiges de leur passé; et à ce que » deviendrait, dans le présent et l'avenir, le budget de ces deux pays, si tout » ce passé glorieux n'était protégé, entretenu, gardé...

» La beauté a bien par elle-même, autant et souvent plus que nulle » chose au monde, sa haute valeur commerciale. Or, cela seul devrait lui » assurer la considération, le respect, la piété de notre époque...

Que penser dès lors de ce vandalisme qui ignore ou méconnaît les beautés naturelles; qui ne paraît pas soupçonner qu'il doit exister dans chaque pays des réserves naturelles à l'abri des conquêtes de l'industrie?

Le discours de l'honorable M. Beernaert, qui dénonçait ces réclames-

surprises heurtant tout à coup notre vue admirative, a répondu au sentiment général.

Dans d'autres pays on s'affligeait de semblables outrages : « Pourquoi, » demandait un écrivain, à Roscoff, sur la chapelle consacrant le départ ou l'arrivée de Marie Stuart, l'annonce d'un journal qui compte trois millions de lecteurs? Je n'imagine pas que l'on espère l'adhésion et l'abonnement de Marie Stuart? »

Un touriste signalait à l'indignation des amateurs du pittoresque que, au sommet du Plomb du Cantal, la cime dominante de la France centrale, un industriel avait exposé... une cage en fer, wagon perfectionné pour le transport commode du bétail, et entourait l'échantillon de son nom, de son adresse et du prix.

Les plages — de la frontière d'Espagne à celles d'Allemagne — voient l'écran de réclames tapageuses intercepter la vue entre le flot et la dune : Une maison américaine s'est emparée des falaises de Douvres, un négociant de spiritueux du coteau de Fourvières, un fabricant de biscuits du boulevard des Anglais, à Nice.

L'annonce d'une exposition à Bruxelles a suffi pour faire sortir de tous les champs les affiches comme les champignons au lendemain d'une grande pluie.

Les abords de la capitale en sont infestés — elles nous poursuivent jusqu'au littoral; s'étalent sur les pilotis et les grillages des piers, les toits des cabines. Elles masquent les sites des plus enchanteurs de notre Meuse. Notre pays doit apparaître à ceux qui le traversent comme n'ayant plus d'autres préoccupations ni d'autre idéal que la recherche des meilleurs produits de l'épicerie ou des tabacs (1).

Le touriste cherchera vainement le poteau indicateur d'un site renommé : il lui sera fourni pour réponse la marque la plus tapageuse d'un savon.

Comment le sentiment public ne s'exaspérerait-il pas à la longue de ces abus de la publicité?

Il s'est traduit, à l'étranger, en maints endroits, par des manifestations caractéristiques.

En 1906, les élèves d'une classe du collège d'Aarau détruisaient, à l'aveu de l'obscurité, une série de ces affiches barbares : les écoliers finirent par être découverts et furent déférés au tribunal de police. Or, voici que l'opinion prit fait et cause pour les petits délinquants : des avocats s'offrirent pour plaider leur cause; des artistes et cantatrices pour organiser un concert destiné à couvrir le montant de l'amende, tandis que les autorités scolaires se refusaient à sévir....

A la même époque, les hôteliers de la vallée du Rhône décidaient de boycotter les industriels-fournisseurs de produits alimentaires « qui se plaisent à déshonorer les flancs des montagnes nationales avec leurs écriteaux, affiches, pancartes de dimensions ridiculement exagérées et placées

(1) Voir les reproductions publiées dans l'*Art public*, revue de l'institut international d'art public; Bruxelles, 1908, p. 28; 1909, p. 25 et suiv.

avec intention sur les points les plus en vue, auxquels ils enlèvent ainsi leur caractère naturel ».

Dans notre pays, l'opinion publique ne s'est pas désintéressée de la question : La société nationale pour la protection des sites et des monuments, le « Touring-Club » — dont l'organisation fournit les juges les mieux qualifiés en cette matière —, ont reconnu à maintes reprises que « la réglementation de l'affichage est l'une des mesures réclamées pour assurer la protection des paysages urbains ou de campagne, au même titre que la limitation de la hauteur des bâtisses ou la construction de baraquements ».

Le Congrès de l'art public à Bruxelles, en 1898, prévoyait ces dernières mesures lorsqu'il proclamait que « le Gouvernement doit posséder le droit d'autoriser ou d'interdire les constructions, de contrôler et au besoin d'imposer l'architecture des bâtisses dans les coins de campagne constituant un paysage ou un site dignes d'être conservés ».

Le 3^e Congrès international de l'art public, tenu à Liège en 1905, votait, de son côté, à l'unanimité, le vœu « que les pouvoirs publics, pour restreindre » les abus de l'affichage, délimitent expressément les endroits où il sera » permis d'afficher et que l'affichage soit formellement interdit sur et autour » des monuments et des sites à sauvegarder » (1).

L'on peut donc affirmer qu'une loi réglementant directement l'affichage répondrait au sentiment général.

L'affiche n'a point échappé à la réglementation lorsqu'elle était matière à abus d'autres genres et constituait des menaces à la sécurité des passants.

Ce sont les règlements des bonnes vieilles villes sur les enseignes : « Circuler dans les rues aux XVI^e et XVII^e siècles était véritablement passer sous les fourches caudines : les enseignes saillantes se détachaient parfois pour le plus grand dommage des passants ; dans les petites villes elles étaient un objet constant de terreur, la nuit elles grinçaient terriblement, troublant le sommeil des habitants, elles faisaient aussi de grandes ombres favorables aux ténébreux desseins.

» Les marchands en étaient arrivés à placer au-dessus de la voie publique des tableaux énormes et des objets immenses, des gardes d'épée de six » pieds de haut, des bottes grosses comme des muids, des éperons comme » des roues de carrosses et des gants qui auraient logé un enfant dans chaque » doigt (2). »

C'est M. de Sartines, lieutenant de police du Roy, qui fait disparaître toutes enseignes faisant saillie, précisément au même moment où le Parlement de Londres prenait la même mesure.

Les affiches constituent aujourd'hui une autre nuisance, et l'on souhaite-

(1) On consultera l'excellent rapport de M. R. DE CLERMONT, avocat à la Cour de Paris, et le projet de loi-type élaboré à cette occasion. (*Bulletin de l'Association artistique et littéraire internationale.*)

(2) CROS MEYREVILLE, *Protection des monuments*, p. 210.

rait qu'il fut donné suite au placet de Caritides et pourvu à la charge d'intendant des annonces (1).

Recherchons comment, dans la plupart des pays voisins, le mouvement que nous avons signalé en faveur de la conservation des richesses naturelles de beauté s'est révélé en de nombreuses lois, les unes de protection générale des sites, les autres édictant des mesures spéciales pour réprimer les abus de l'affichage.

Alors même que le Parlement déciderait qu'il n'y a pas lieu de compléter la proposition qui lui est soumise et que la matière ferait plus utilement l'objet d'une réglementation générale, encore pourrait-il être intéressant de vérifier comment, dans certains pays, la question de la « protection des beaux paysages » a été résolue.

ALLEMAGNE. — Le 2 juin 1902 était promulguée la loi prussienne « contre l'enlaidissement des objets remarquables du paysage ». Elle autorise les autorités municipales à défendre par le moyen des ordonnances de police, l'enlaidissement des paysages remarquables par l'apposition d'écris-reclames, d'inscriptions et de tableaux en dehors des villes.

Des règlements de police peuvent appliquer cette prohibition à des espaces ou à des sites particuliers.

La loi du 15 juillet 1907 complète cette loi : L'autorisation de bâtir ou de transformer des bâtiments peut être refusée si ces travaux ou transformations sont de nature à « enlaidir sensiblement le paysage, les rues, les » places d'une localité ou un aspect d'ensemble ».

Semblables dispositions ont été prises par le Gouvernement royal de Saxe (loi du 10 mars 1909) et le Gouvernement grand-ducal de Saxe-Cobourg.

La loi prussienne de 1902 fixe, comme unique criterium, l'enlaidissement produit. Elle invoque l'intérêt public pour créer une base légale au droit d'interdiction : « Nous devons faire pour la campagne ce qui a été fait pour » la ville, dit le rapport de la Commission. L'intérêt des amateurs de la » belle nature est en jeu et c'est celui de presque tous ceux qui voyagent » pour d'autres motifs que les affaires, à quelque nationalité qu'ils appar- » tiennent. Nous ne pouvons, d'autre part, considérer avec indifférence les » pertes pécuniaires que l'enlaidissement progressif des sites entraîne en » enrayant le mouvement des voyageurs.

» J'espère que tous nous serons convaincus — exprimait le rapporteur » du projet devant la Chambre Haute — qu'il incombe comme un devoir » sacré à notre génération et plus particulièrement à nos hommes poli- » tiques, de conserver à la postérité les beaux sites qui embellissent notre » Patrie ».

L'article 55 de l'ordonnance du grand-duché de Hesse du 16 juillet 1902 est consacré aux affiches-reclames.

(1) *Les fâcheux*, acte III, scène 2.

« Par ordonnance de la police locale, l'installation ou l'établissement d'inscriptions ou autres réclames ou d'objets de nature à nuire au caractère esthétique de beaux paysages, peuvent être interdits, et la suppression de telles inscriptions, de réclames ou d'objets déjà existants peut être ordonnée. »

Une législation plus ancienne existait déjà pour la protection des paysages urbains là où le Code prussien était en vigueur.

Le conseil des ministres bavarois vient d'approuver un projet de loi ayant pour objet « d'empêcher l'enlaidissement des beaux paysages et des monuments publics par l'apposition d'annonces ou de tableaux-réclames ».

FRANCE. — Nous avons déjà relaté la législation fiscale relative aux affiches.

Une loi du 30 mars 1887 avait pris des dispositions pour assurer la conservation des monuments et objets mobiliers présentant un intérêt historique ou artistique et organisé le classement. Il paraissait aisé d'étendre ce système aux sites.

Une loi du 21 avril 1896, due à l'initiative de M. Ch. Beauquier, député du Doubs, président de la Société pour la protection des paysages de France, organise pour chaque département un inventaire des sites à protéger dressé par une Commission départementale, dont les deux tiers des membres sont nommés par le Conseil général et le Conseil municipal du chef-lieu, et l'autre tiers par le ministre. Ces sites, une fois classés par la Commission, après consultation préalable d'un inspecteur des beaux-arts, sont frappés de servitude et ne peuvent être expropriés que conformément à la loi du 3 mai 1841.

Les communes et l'État supportent par moitié les frais occasionnés par les indemnités à payer.

Un projet de loi présenté le 28 janvier 1908 (1) porte en son article premier : « L'affichage est interdit sur les édifices et monuments naturels et dans les paysages et sites classés.

» Il est également interdit autour des dits monuments, édifices, sites et paysages, dans un périmètre qui sera dans chaque cas particulier déterminé par un arrêté préfectoral, sur avis de la Commission départementale des sites. »

L'article 2 stipule que « en dehors des cas prévus par l'article premier, le préfet pourra, sur avis conforme de la Commission des sites, prendre un arrêté interdisant l'affichage toutes les fois que l'exigeront la beauté et la conservation des édifices, monuments naturels, sites et paysages non classés. »

(1) Cf. pour l'exposé des motifs, *Bulletin de la Société pour la Protection des Paysages*, n° 23, 1908, janvier, p. 269 et rapport conforme de M. Cloarec, député (*loc. cit.*, n° 30, 1909, 15 avril, p. 1, et *Officiel*. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 29 janvier 1909, n° 2272).

Cette proposition de loi a été votée sans discussion par la Chambre dans la séance du 28 juin 1909.

La chambre française est encore saisie d'autres projets sur la distribution des forces d'énergie; les occupations temporaires, les réserves nationales basées, les plans d'extension et embellissement, etc.

Ainsi se poursuit l'élaboration de la législation d'ensemble dont, en 1832, Victor Hugo détaillait les têtes de chapitres, tout en la considérant encore comme un idéal irréalisable : « Une loi pour les monuments, une loi pour les souvenirs, une loi pour les cathédrales, une loi pour les plus grands produits de l'intelligence, une loi pour l'œuvre collective de nos pères, une loi pour l'histoire, une loi pour l'irréparable qu'on détruit, une loi pour ce qu'une nation a de plus sacré après l'avenir : une loi pour le passé. Cette loi, juste, bonne, excellente, sainte, utile, indispensable, urgente, on ne l'a pas, on ne la fera pas. »

GRANDE-BRETAGNE. — Un bill dû à l'initiative de lord Balfour et adopté le 28 août 1907, confie à toutes les municipalités le droit que possédait un petit nombre de conseils urbains : 1^o pour régulariser, restreindre ou interdire les annonces par les procédés de lumière étincelante, les applications spéciales de la lumière et du son, la publicité sur les pavements et la distribution des prospectus ;

2^o pour empêcher l'exhibition d'affiches dans certains endroits et par tels modes de nature à nuire à l'agrément d'un lieu de plaisance, parc public, promenades, lieu de villégiature ou défigurer la beauté naturelle d'un paysage.

Déjà certaines municipalités, qui étaient en possession de pareilles extensions de pouvoir, en avaient fait usage. C'est ainsi que les articles 41 et 43 de l'ordonnance municipale de Douvres de 1901 réglementent et délimitent exactement les emplacements où il sera permis d'afficher. Une autorisation par écrit de la municipalité, autorisation dont la durée ne peut excéder quatre ans, est nécessaire. La sanction pénale prévoit une amende jusqu'à 40 shillings en cas de contravention.

C'est ainsi qu'Edimbourg parvint à éloigner une flamboyante affiche dans une situation qui dominait *The Mound*.

LA SUISSE, pays de richesses naturelles, tirant une des principales sources de profits de l'industrie hôtelière, considère, elle aussi, la nécessité d'établir un catalogue des principaux sites et points de vue qui intéressent soit tout le pays, soit plus spécialement certaines localités : ceux appartenant à l'État ou aux communes seraient désignés comme inaliénables, les autres comme devant un jour entrer dans le domaine public. Comme conséquence il serait interdit de peindre ou apposer des annonces en ces sites classés.

Mais en attendant cette réglementation, les cantons et les communes se sont attribués des droits de police. C'est ainsi que l'ordonnance du 12 novembre du canton de Vaud prévoit, en son article 4 :

« Le Conseil d'État interdit, et s'il y a lieu, fait enlever par voie administrative, toute affiche gâtant le paysage, appliquée contre un appui

» autre qu'une muraille d'édifice ou un mur de clôture, ou dépassant le
» faite de l'édifice ou du mur lui servant de soutien. »

Un projet a été soumis par M. le professeur Wieland au Grand Conseil de Bale.

Ces deux documents nous paraissent devoir attirer l'attention et nous les avons reproduits en annexes.

ÉTATS-UNIS : le Massachussets et la Pensylvanie possèdent des règlements concernant l'affichage le long des routes, et l'État de Michigan a porté trois projets concernant le même objet à son ordre du jour.

Quant au **JAPON**, le géographe Élisée Reclus nous rapporte qu' « il est interdit de déshonorer la nature par des auberges mal placées ».

Cette mesure nipponne existe en Suisse à l'état de projet: M. Albin Perret, député de Neuchâtel, dans un projet de dispositions à prendre en vue de la conservation des sites, au paragraphe 14, présente le vœu suivant :

« Que les autorités interdisent l'établissement d'estaminets dans le voisinage immédiat d'endroits dits *historiques*. »

BELGIQUE. — La cour de cassation a, le 28 avril 1879, consacré le droit des administrations communales de réglementer l'affichage quant au lieu où il peut s'exercer et aux personnes qui peuvent y procéder. (Cfr. **PAND. BELGES**, v° *Affiche, Afficheur*, n° 94, *Revue admin.*, xxvi, p. 355.)

Mais il ne faudrait pas donner à cet arrêt une autre portée que celle de la consécration du pouvoir de *police* des municipalités.

C'est uniquement à ces fins et dans les limites de ce domaine que les administrations communales sont armées en ce qui concerne les constructions et la voirie.

Tout ce qui est de bon goût, d'agrément, de convenances, d'embellissement, n'entre donc point dans les attributions légales de l'autorité communale et ne peut faire l'objet de règlements de police.

On a considéré comme illégale la disposition réglementaire prise par un conseil communal en vue d'interdire la couverture des maisons en tuiles rouges (S. P. Courtrai, 14 mai 1880, *Pas.*, 1880, III, 272. Cfr. **DE BROUCKERE** et **TIELEMANS**, v° *Bâtiments*) ou l'emploi de certaines nuances ou de plusieurs couleurs pour la peinture extérieure ou le badigeonnage des constructions. (Cass., 7 mars 1853. *Pas.*, 1853, I, 510.)

Sans doute, certaines administrations communales ont tenté de tirer part du droit qui leur appartient de statuer sur les demandes d'autorisation de bâtir.

S'il leur est interdit actuellement de déterminer, *dans le seul but d'embellir la ville*, la hauteur minima des constructions que les particuliers sont autorisés à élever sur les places ou le long des boulevards (Cass., 21 déc. 1868, *Belg. jud.*, xxvii, 126), elles estiment qu'elles ont le droit de se guider dans l'examen des plans par l'obligation d'emploi de certains matériaux et par d'autres considérations que celles inspirées par les nécessités des commodités de la voirie.

Le rapporteur de la loi communale de 1836 semblait d'ailleurs leur en fournir d'avance l'absolution, « Je demanderai, disait-il, à ceux qui combattent l'article, à quoi nous devons à Bruxelles la place Royale? A la nécessité où les particuliers ont été de soumettre aux communes les plans de bâtisse qu'il fallait faire. Que diriez-vous si un citoyen voulait bâtir sur la place Royale une échoppe avec un toit en paille? Vous trouveriez cela ridicule, et c'est ce qui arriverait si les plans de bâtisse n'étaient pas soumis à examen » (*Moniteur*, 20 février 1835.)

Cet avis a même inspiré un jugement du tribunal civil de Bruges, qui affirme qu'un collège échevinal serait en droit de rejeter un plan de bâtisse en se basant sur ce « qu'un mur de clôture donnant sur la rue produirait un effet détestable ». (Du 19 nov. 1894, *Pas.* 1895, III, 187. Conf. WILLEQUET et BELLEFROID, *commentaire de la loi communale*, pp. 221-222; *Revue de l'administration*, 1895, p. 417.)

Sans vouloir approfondir jusqu'à quel point un tel motif peut justifier en droit la décision d'un collège, l'on doit considérer qu'en fait il ne semble guère que celle-ci puisse être susceptible d'un recours autre que le recours administratif. Dès lors, si l'administration supérieure confirme le refus du collège, le particulier n'a d'autre alternative que de se soumettre ou de ne pas construire. (GIRON. *Droit adm.*, II, p. 121). Un arrêt de cassation répond à un demandeur qui soutenait que l'arrêté d'interdiction dont il se plaignait n'était justifié par aucune considération de salubrité, de commodité, de sûreté ou de propreté, mais que l'on s'était vraisemblablement inspiré de questions d'art et de goût. « Le droit d'ordonner que des terrains soient clôturés emporte celui de veiller à ce que les clôtures répondent à leur destination, et, par conséquent, le droit d'en déterminer les dimensions et les formes. » (Cass., 20 juin 1870, *Pas.*, 1870, I, 364.)

Il ne serait donc pas impossible certes de prévoir des cas où des administrations communales pourraient trouver des considérations de police susceptibles de justifier l'interdiction d'affichage en certains endroits.

Mais ce ne serait qu'un expédient et pourquoi s'y arrêter?

Il ne paraît pas qu'une loi interdisant — ou autorisant les administrations provinciales ou communales à interdire — l'affichage en certains endroits pourrait être considéré comme une atteinte au droit de propriété.

« La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, *pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements* », énonce l'article 544 du Code civil.

Cet article pose le principe des restrictions que la loi peut apporter dans l'intérêt de tous à l'exercice du droit par les particuliers.

Faut-il rappeler ici combien nombreuses sont ces restrictions, ces servitudes légales, dont l'établissement n'est pas considéré comme constituant à lui seul une expropriation proprement dite et ouvrant de ce chef le droit à indemnité (Cass., 23 juillet et 28 octobre 1846, *Pas.*, I, 1847-154 et 1848-442).

Servitudes *non aedificandi* sur les propriétés situées dans le rayon des places de guerre — ne donnant droit à aucune indemnité si elles s'établissent sur un terrain nu. (Cfr. Cassation, 27 juin 1845, *Pas.*, 1845, I, 392.)

Servitudes semblables sur les terrains situés le long des voies de chemin de fer (loi du 25 juillet 1891, art. 2, 3, 4, 5, 6. Cf. Gand 30 nov. 1855, *B. J.* 1855, 1575; Brux. 12 fév. 1863, *Pas.* 1863, II, 116).

Ainsi encore des restrictions apportées à la propriété pour l'exercice du halage et du marche-pied (ordonnance de 1669, art. VII, titres 28 et 650 du C. c.).

Le Code forestier impose des restrictions aux propriétés limitrophes des forêts du domaine public en vue de prévenir les incendies.

Il est interdit de bâtir à moins de cent mètres des cimetières (décret du 7 mars 1808), d'établir dans le rayon des douanes certains magasins et dépôts de marchandises sujettes à droits.

Nombre de dispositions encore réglementent dans l'intérêt général l'exercice du droit de propriété, et ne permettent pas à quiconque d'user sans conditions ni limites de son bien pour y établir des ateliers ou établissements classés comme insalubres, des machines à vapeur et des chaudières; pour ouvrir des mines, minières et carrières.

On n'a point hésité à réglementer le droit de propriété lorsqu'il s'est agi d'assurer le fonctionnement des services de télégraphe, de téléphone, etc.

Nul n'a songé cependant à soutenir que ces mesures constitueraient des actes d'expropriation, que l'article 11 de la Constitution n'autoriserait que moyennant juste et préalable indemnité.

Les articles 561 et 562 du Code pénal comminent — avec raison — des peines contre ceux qui se rendent coupables d'actes de cruauté envers les animaux, en fussent-ils propriétaires.

La loi du 14 août 1889 prohibe le colportage, la vente d'oiseaux insectivores, même s'ils sont la propriété du colporteur.

Pourquoi ne pourrait-on protéger un site contre les mutilations au même titre que l'animal contre la cruauté?

Il paraît certain que rien ne s'opposerait à une disposition légale interdisant de placer des réclames à moins d'une distance déterminée des routes et chemins de fer, ce qui, en empêchant de les voir, supprimerait tout intérêt à les élever.

Ou bien encore, étendant la loi sur la police des constructions, à ordonner qu'aucune affiche-réclame ne pourra être placée sans enquête préalable et autoriser les communes à les interdire.

Rien de contraire donc aux principes de notre Code civil et de notre droit constitutionnel dans une loi réglementant l'affichage, même par restriction des droits absolus que s'arrogent les propriétaires.

Et semblable restriction ne serait-elle pas, en outre, bien conforme à cette conception nouvelle, à cette théorie rencontrant chaque jour de nouveaux adeptes et qui nous enseigne que le droit de propriété n'implique pas celui d'user et d'abuser de sa chose, ne comprend pas le droit à la destruction que la logique romaine accordait au propriétaire, même sur l'esclave lorsque celui-ci n'était considéré que comme une chose.

« Il y a deux choses dans un édifice, — écrivait en 1825 Victor Hugo

dans sa « Guerre aux démolisseurs » (1) — : son usage et sa beauté. Son usage appartient au propriétaire ; sa beauté, à tout le monde. C'est donc dépasser son droit que de le détruire. »

Nous pouvons appliquer cette pensée aux sites et aux paysages.

» Nous nous refusons d'admettre, dit M. Bonnard dans son rapport au grand conseil du canton de Vaud sur un projet de loi contre les affiches-réclames, en dépit de la théorie d'après laquelle le propriétaire d'un fonds est aussi propriétaire du dessus et du dessous, qu'un propriétaire vende ce qui est vraiment à lui quand, par exemple, il supprime ou gâte la vue du tunnel de Chexbres : sa vigne est à lui pour les usages auxquels la nature l'a destinée ; la vue des coteaux de Lavaux, du lac Lemman, le sublime panorama des Alpes, non, ce n'est pas à lui, c'est un bien national, c'est à nous tous ; et même, si cela, comme on dit, lui rapporte, la nation a le droit de faire valoir sur ces choses un droit supérieur au sien. »

*
* *

Si la section centrale n'a point — comme il semble que c'eût dû être la conclusion logique de ce qui précède — complété la proposition qui était soumise à son examen, en introduisant dans le projet des textes analogues à ceux qui forment les articles 1 à 6 du projet de M. le professeur Wieland, la raison pourra en être attribuée uniquement à son vif désir d'obtenir une solution à bref délai.

C'est le même motif qui l'avait déjà amenée à se rallier aux amendements fournis par le Gouvernement.

Plusieurs membres ont exprimé le regret de ne pouvoir aller dès à présent au-delà de ce que consacre la présente proposition.

L'ordre du jour des Parlements est surchargé et il n'est guère de place pour les discussions d'un domaine étranger à la politique — si elles doivent offrir quelque ampleur.

Réduite aux modestes proportions d'un projet de loi, susceptible d'être joint à la discussion du Budget des Voies et Moyens ou des Finances, la proposition trouvera plus aisément le tour de faveur qu'elle mérite.

Il paraîtrait utile de la consacrer au moment où les étrangers paraissent devoir se rendre plus nombreux en Belgique à l'occasion de l'exposition qu'organise la capitale, et de la recrudescence de publicité que provoquera ce mouvement.

Au moins un premier pas sera-t-il fait. Le Parlement aura trouvé ainsi une occasion de manifester sa volonté de résister à toute atteinte contre l'intégrité de nos paysages.

Le Gouvernement et l'initiative parlementaire pourront sans doute continuer l'œuvre et mettre en œuvre les matériaux dont l'examen du présent projet a fourni le prétexte de réunion.

Le Rapporteur,
WAUWERMANS.

Le Président,
G. COUSOT.

(1) *Littérature et Philosophie mêlées*, p. 228.

ANNEXES.

Décret français, du 18 février 1891, concernant la taxe
sur les affiches peintes.

ARTICLE I. — Toute personne qui veut inscrire des affiches dans un lieu public, sur les murs, sur une construction quelconque ou même sur toile, au moyen de la peinture ou de tout autre procédé, est tenue, préalablement à toute inscription : 1° d'en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement dans la circonscription duquel se trouvent les communes où les affiches doivent être placées, et, à Paris, à l'un des bureaux désignés à cet effet par l'administration de l'enregistrement ; 2° d'acquitter la taxe établie par la loi du 26 décembre 1890.

ART. 2. — La déclaration, rédigée en double minute, est datée et signée, soit par celui dans l'intérêt duquel l'affiche doit être apposée, soit par l'entrepreneur d'affichage. Elle doit contenir les énonciations suivantes :

- 1° Le texte de l'affiche ;
- 2° Les nom, prénoms, profession et domicile de ceux dans l'intérêt desquels l'affiche doit être inscrite ;
- 3° Les nom, prénoms et domicile de l'entrepreneur d'affichage ;
- 4° La surface de l'affiche (en mètres et décimètres carrés) ;
- 5° Le nombre des exemplaires à inscrire ;
- 6° La désignation précise des rues et places, ainsi que des maisons, des édifices, des constructions mobiles ou des emplacements où chaque exemplaire doit être inscrit ;
- 7° Le nombre d'années pour lequel les parties entendent, par un seul paiement acquitter la taxe, ou l'indication qu'elles désirent effectuer ce paiement chaque année, tant que l'affiche subsistera.

Une déclaration particulière doit être souscrite pour chaque affiche ou annonce distincte et pour la circonscription de chaque bureau d'enregistrement.

Un double de la déclaration reste au bureau de l'enregistrement ; l'autre, revêtu de la quittance du receveur, est remis au déclarant.

ART. 3. — La taxe est due pour une année entière sans fraction, et l'année court pour chaque affiche du jour de la première déclaration.

Si la première déclaration ne fixe aucune durée, la taxe annuelle devient exigible dans les vingt jours qui suivent l'expiration de chaque année, et la perception en est continuée d'année en année dans les mêmes conditions, jusqu'à ce qu'il ait été déclaré au bureau de l'enregistrement que l'affichage a été supprimé.

Lorsque les parties ont souscrit leur déclaration pour un nombre d'années déterminé et que le terme qu'elles ont fixé est arrivé, elles payent la taxe dans les conditions déterminées au paragraphe précédent, à moins qu'elles ne fassent au bureau de l'enregistrement une déclaration indiquant ou la suppression de l'affichage, ou la période nouvelle pour laquelle elles veulent acquitter la taxe.

Les droits payés ne sont jamais restituables, pour quelque cause que ce soit.

ART. 4. — En cas de cession de fonds de commerce, de changement d'adresse, de modification apportée au nom ou à la raison sociale, une déclaration, appuyée des pièces justificatives nécessaires, doit être faite au bureau de l'enregistrement avant que les indications relatives au nom, à la raison sociale ou à l'adresse ne soient modifiées sur l'affiche.

Cette déclaration est faite pour ordre et ne donne pas lieu au paiement d'un nouveau droit.

ART. 5. — Toute affiche doit porter dans la partie inférieure, à gauche, l'indication, en caractères suffisamment apparents, de la date et du numéro de la quittance de la taxe. Les personnes chargées de l'inscription de l'affiche sont tenues, pendant l'exécution des travaux, de représenter l'exemplaire de la déclaration remis à la partie ou un duplicata régulier de cette déclaration à tous les agents chargés de constater les contraventions. Elles doivent interrompre les travaux si l'exemplaire ou le duplicata de la déclaration ne peut être représenté.

ART. 6. — Les entrepreneurs d'affichage sont tenus, avant de commencer leurs opérations, de faire au bureau de l'enregistrement du siège de leur établissement et à celui du siège de chaque agence une déclaration constatant la nature de leur industrie, leur nom et celui de leur agent local.

ART. 7. — A partir du 1^{er} mars 1891, les entrepreneurs d'affichage sont tenus d'avoir dans chaque agence un répertoire coté, paraphé et visé par le juge de paix, et sur lequel ils portent, par ordre de date, les affiches peintes et autres affiches visées par la loi du 26 décembre 1890, et qui ont été inscrites par leur intermédiaire. Ce répertoire contient l'énonciation sommaire de la personne pour laquelle l'affiche a été apposée, de la dimension de l'affiche et des lieux où elle est placée, ainsi que l'indication du droit payé, de la date et du numéro de la quittance.

Ce répertoire est soumis au visa des préposés de l'enregistrement selon le mode indiqué par la loi du 22 frimaire an VII et toutes les fois qu'ils le requièrent.

ART. 8. — Les entrepreneurs d'affichage qui ont présenté une caution solvable agréée par l'administration de l'enregistrement et qui ont contracté l'engagement de représenter à toute réquisition tous leurs registres et traités aux préposés de l'enregistrement sont autorisés à recevoir les déclarations particulières prévues par le présent règlement et les paiements afférents à ces déclarations.

Ils inscrivent ces déclarations et paiements avec une seule série de numéros d'ordre sur un registre conforme au modèle arrêté par l'administration de l'enregistrement et qui est coté et paraphé par le directeur du département.

Chaque exemplaire d'affiche ainsi apposé porte le nom de l'entrepreneur d'affichage dans la partie inférieure, à droite, ainsi que la date et le numéro d'inscription de l'affiche au registre mentionné au paragraphe précédent.

Dans les dix premiers jours de chaque trimestre, les déclarations particulières sont remises au bureau de l'enregistrement avec des états récapitulatifs et le montant des droits dans les conditions qui sont déterminées par l'administration de l'enregistrement.

Les ouvriers chargés de l'inscription des affiches pour lesquelles les déclarations ont été faites chez un entrepreneur d'affichage sont tenus, pendant l'exécution des travaux, de représenter à tous les agents chargés de constater les contraventions un bulletin indiquant le numéro d'ordre sous lequel l'affiche figure sur le registre prévu au deuxième paragraphe du présent article. Ils doivent interrompre les travaux si le bulletin ne peut être représenté.

L'autorisation prévue au paragraphe 1^{er} peut être retirée par une décision du directeur-général de l'enregistrement notifiée dans la forme administrative, en cas de contravention, de faillite, de liquidation de l'entrepreneur ou dans le cas où la caution agréée cesse d'être solvable.

ART. 9. — Les instances pour le recouvrement des droits et amendes fixés par les articles 5 et 8 de la loi du 26 décembre 1890 sont suivies dans la forme et d'après les règles établies par la législation spéciale au timbre.

ART. 10. — Les contraventions, tant à la loi du 26 décembre 1890 qu'aux dispositions du présent décret, sont constatées par des procès-verbaux rapportés, soit par les préposés de l'administration de l'enregistrement des domaines et du timbre, soit par les commissaires de police, gendarmes, gardes champêtres et tous autres agents de la force publique.

Loi française du 24 avril 1906 organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique.

ARTICLE PREMIER. — Il sera constitué dans chaque département une Commission des sites et monuments naturels de caractère artistique.

Cette Commission sera composée :

- Du préfet, président ;
- de l'ingénieur en chef du département ;
- du chef de service des eaux et forêts ;
- de deux conseillers généraux ;
- de cinq membres choisis par le Conseil général parmi les notabilités des arts, des sciences et de la littérature.

ART. 2. — Cette Commission dressera une liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir, au point de vue artistique ou pittoresque, un intérêt général.

ART. 3. — Les propriétaires des immeubles désignés par la Commission seront invités à prendre l'engagement de ne détruire, ni modifier l'état des lieux ou leur

aspect, sauf autorisation spéciale de la Commission et approbation du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Si cet engagement est donné, la propriété sera classée par arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Si l'engagement est refusé, la Commission notifiera le refus au département et aux communes sur le territoire desquels la propriété est située.

Le déclassement pourra avoir lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que le classement.

ART. 4. — Le préfet, au nom du département, ou le maire, au nom de la commune, pourra en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 avril 1841, poursuivre l'expropriation des propriétés désignées par la Commission comme susceptibles de classement.

ART. 5. — Après l'établissement de la servitude, toute modification des lieux sans l'autorisation prévue à l'article 3 sera punie d'une amende de 100 à 3,000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable.

La poursuite sera exercée sur la plainte de la Commission.

ART. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés de France,
le 28 juin 1909.

ARTICLE PREMIER. — L'affichage est interdit sur les édifices et monuments naturels et dans les paysages et sites classés.

Il est également interdit autour desdits monuments, édifices, sites et paysages, dans un périmètre qui sera, dans chaque cas particulier, déterminé par un arrêté préfectoral sur avis conforme de la Commission départementale des sites.

ART. 2. — En dehors des cas prévus par l'article premier, le préfet pourra, sur avis conforme de la Commission des sites, prendre un arrêté interdisant l'affichage toutes les fois que l'exigeront la beauté et la conservation des édifices, monuments naturels, sites et paysages non classés.

ART. 3. — Toutes infractions aux dispositions de la présente loi et à celles des arrêtés préfectoraux pris pour son exécution, seront punies d'une amende de 25 à 3,000 francs.

ART. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

ART. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera la procédure et les détails d'application de la présente loi.

ART. 6. — L'article 463 du Code pénal est applicable à la présente loi.

SUISSE

Proposition de loi concernant la défense et l'imposition
des affiches-réclames (1).

§ 1. — L'apposition des affiches-réclames nécessite l'autorisation des pouvoirs constitués (autorités cantonales et communales).

Exception est faite pour les réclames mentionnées au § 8.

§ 2. — Dans l'esprit de la loi, il convient de comprendre particulièrement sous le nom d'affiche-réclame des signes disposés en plein air et visibles au public, tels que tableaux, affiches, inscriptions sur papier, carton, métal, tôle ou autres matières, peintures murales, transparents, etc., destinés à recommander une maison de commerce.

Les enseignes de firmes, ainsi que les annonces de commerce adaptés à l'édifice du commerçant lui-même, pourvu qu'il y ait, toutefois, seulement mention de la firme ou de la nature du commerce, de même que les enseignes d'auberges, ne doivent pas être considérées comme réclames.

I. — DÉFENSE.

§ 3. L'autorisation doit être refusée quand, par suite de l'apposition des réclames, le paysage doit en être enlaidi.

Il en est de même de l'apposition des affiches-réclames dans les rues ou places ou sur les édifices ayant un intérêt historique ou artistique, principalement lorsque le caractère de la ville ou de la rue doit en être altéré.

Pour les mêmes motifs intervenant après coup, les autorités susdites pourront toujours ordonner le retrait de l'affiche-réclame, alors même qu'elles l'auraient autorisée précédemment.

§ 4. Les réclames déjà existantes au moment de l'entrée en vigueur de la loi, et qui se trouveraient placées dans les conditions du § 3, devront être supprimées, dans le délai d'un an, par les soins de l'autorité compétente, sans qu'on puisse prétendre à une indemnité.

§ 5. Les communes ont le droit d'interdire complètement l'établissement de réclames sur leur territoire ou de les soumettre à des restrictions plus étendues que celles du § 3.

§ 6. La gravure et la peinture sur les monuments naturels, tels que rochers, arbres, aussi bien que sur les monuments historiques ou artistiques, pierres mémorables, etc., sont interdites. Les gravures ou peintures de ce genre existant au moment de l'entrée en vigueur de la loi devront être enlevées.

II. — IMPOSITION.

§ 7. Les affiches-réclames autorisées par les autorités compétentes sont redevables d'une imposition annuelle de . . . francs par mètre carré, en comptant la surface totale occupée par la réclame.

(1) Cette proposition de loi a été élaborée, au début de l'année 1907, par M. le professeur Wieland. La traduction est due à M. de Clermont.

Dans tous les cas chaque affiche-réclame donne droit à une imposition annuelle minimum de . . . francs.

Le § 8 exempté de taxe les réclames placées sur les bâtiments et ayant trait au commerce de leur possesseur, pourvu que ces affiches remplissent certaines conditions de grandeur. Il exempté aussi les affiches de papier placées sur les emplacements désignés par les communes.

§ 9 et suivants : Pénalités.

Loi du 12 novembre 1908 sur les affiches-réclames.

Le Grand Conseil du canton de Vaud, vu le projet de loi présenté par le Conseil d'État,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les affiches sur papier qui sont placées ou transportées de manière à être vues d'un chemin public, une voie ferrée ou un bateau servant au transport public des voyageurs, ou qui sont apposées à l'intérieur d'un édifice ou d'un véhicule librement accessible au public, paient un droit de timbre, fixé comme suit :

Par exemplaire en une seule feuille concernant un seul et même objet ou négoce, 10 centimes ;

Si l'affiche se compose de plusieurs feuilles, par feuille, 10 centimes ;

Par chaque cadre d'affiche multiple imprimée sur une seule feuille, 10 centimes.

ART. 2. — Les affiches peintes, et généralement celles faites sur une matière autre que le papier, apposées dans les conditions indiquées à l'article premier, paieront par mètre carré, ou toute fraction de mètre carré, 10 francs.

Toute modification à une affiche sur papier ou sur une autre matière est considérée comme affiche nouvelle et entraîne le paiement d'un nouveau droit.

ART. 3. — Le droit fixé à l'article précédent n'est pas applicable aux enseignes et affiches relatives au fonds ou au bâtiment sur lequel elles sont placées, au commerce ou à l'industrie qui y est exercée.

ART. 4. — Le Conseil d'État interdit et, s'il y a lieu, fait enlever, par voie administrative, toute affiche gâtant le paysage appliquée contre un appui autre qu'une muraille d'édifice ou un mur de clôture, ou dépassant le faite de l'édifice ou du mur lui servant de soutien.

ART. 5. — Les contraventions à la présente loi sont réprimées, conformément aux articles 36 et suivants de la loi sur le timbre, du 11 novembre 1889.

Toutefois, pour les affiches prévues à l'article 2, le minimum de l'amende sera de dix francs.

ART. 6. — La partie comprise sous lettre a, de l'article 16 de la loi du 11 novembre 1889 sur le timbre, est abrogée.

ART. 7. — Le Conseil d'État est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi, qui sera exécutoire dès sa promulgation.

Toutefois, les affiches apposées avant l'entrée en force de la présente loi ne seront soumises à ses dispositions qu'à partir du 1^{er} mai 1904.

Donné sous le grand sceau de l'État, à Lausanne, le 12 novembre 1903.



(1)

**Proposition de loi établissant une taxe au profit de l'État sur les enseignes,
pancartes et tableaux destinés à la publicité industrielle.**

Texte amendé par la Commission.

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé, au profit de l'État, une taxe proportionnelle sur les enseignes, pancartes, tableaux, et généralement sur toutes peintures ou inscriptions quelconques autres que les affiches, et destinées à la publicité industrielle ou commerciale.

ART. 2.

Cette taxe est de cinq francs par mètre carré et par an. En aucun cas, elle ne sera inférieure au chiffre de cinq francs.

Wetsvoorstel.

ARTIKEL 1.

Ten bate van den Staat wordt eene evenredige belasting gelegd op uithangborden, plakkaten, schilderstukken en, in 't algemeen, op om 't even welke schilderijen of opschriften, andere dan plakbrieven, die moeten dienen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven.

ART. 2.

Deze belasting beloopt vijf frank per vierkanten meter en per jaar. In geen geval mag zij beneden het cijfer van vijf frank gaan.

Texte amendé.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, sous le nom de taxe d'affichage, un droit annuel sur toutes affiches, inscriptions ou reproductions faisant office d'affiches.

Toutefois, ne sont pas régies par la présente loi les affiches imprimées ou écrites sur papier, parchemin, toile ou autre tissu susceptible de recevoir l'empreinte du timbre, lesquelles restent assujetties au droit de timbre établi par la loi du 25 mars 1891.

ART. 2.

La taxe est fixée à cinq francs par mètre carré.

Toute fraction de mètre carré est comptée pour un mètre carré.

ART. 3 (nouveau).

La taxe est due par celui qui a le droit d'autoriser l'affichage, sauf son recours contre l'auteur de l'affiche ou de l'inscription.

Celui qui a le droit d'autoriser l'affichage est, sauf preuve contraire, le propriétaire du lieu où l'affichage s'effectue.

Lorsque le propriétaire ou l'occupant ont concédé à un tiers le droit d'autoriser l'affichage, le concédant est solidairement tenu avec le concessionnaire au paiement de la taxe.

Gewijzigde tekst.

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming van belasting voor aanplakking, wordt een jaarlijksch recht gelegd op alle plakbrieven, opschriften of reproductie dienende als plakbrief.

Worden echter niet beheerscht door deze wet, de plakbrieven, gedrukt of geschreven op papier, perkament, linnen of eenig ander weefsel waarop het zegel kan worden afgedrukt; deze plakbrieven blijven, bij voortduur, onderhevig aan het zegelrecht, bij de wet van 25 Maart 1891 ingevoerd.

ART. 2.

De belasting wordt bepaald op vijf frank per vierkanten meter.

Elke breuk van meter vierkant wordt gerekend voor een vierkanten meter.

ART. 3 (nieuw).

De belasting is verschuldigd door hem die het recht heeft het aanplakken toe te laten, behoudens zijn verhaal op hem van wien de plakbrief of het opschrift uitgaat.

Hij, die het recht heeft het aanplakken toe te laten, is, behoudens tegenbewijs, de eigenaar der plaats waar het aanplakken geschiedt.

Wanneer de eigenaar of de gebruiker aan een derde het recht hebben verleend de aanplakking toe te laten, is hij, die dat recht verleent, hoofdelijk gehouden met den verkrijger tot de betaling van de belasting.

Proposition de loi.

Wetsvoorstel.

ART. 3.

Cette taxe n'est pas applicable aux peintures ou inscriptions émanant des autorités publiques, ni à celles employées par des personnes occupant un immeuble à un titre quelconque et qui affectent cet immeuble ou une de ses dépendances à une publicité relative à l'industrie ou au commerce qu'elles y exercent.

ART. 3.

Deze belasting is niet van toepassing op de schilderijen of opschriften uitgaande van de openbare overheden, noch op degene benuttigd door personen die, volgens welk recht ook, een onroerend goed in gebruik hebben en dit goed of een zijner bijhoorigheden doen dienen tot eene bekendmaking betreffende de nijverheid of den handel welke zij er uitoefenen.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

ART. 4 (nouveau).

ART. 4 (nieuw).

La taxe est due pour l'année entière, sans fraction.

De belasting is verschuldigd voor het gansche jaar, zonder breuk.

Elle est payable, à l'origine, préalablement à tout affichage, sur la présentation d'une déclaration au bureau de l'enregistrement dans la circonscription duquel se trouve situé le lieu de l'affichage.

Zij is, bij den aanvang, vóór alle aanplakking, op vertoon eener aangifte, betaalbaar ten kantore der registratie van de omschrijving binnen welke de plaats van aanplakking is gelegen.

La forme et le contenu de cette déclaration sont déterminés par arrêté royal.

ART. 5 (nouveau).

ART. 5 (nieuw).

La taxe est exigible, pour la deuxième année, dans les vingt premiers jours du mois de janvier qui suit le dépôt de la déclaration, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à la suppression de l'affiche ou de l'inscription.

De belasting is, voor het tweede jaar, invorderbaar binnen de eerste twintig dagen der maand Januari volgende op het neerleggen der aangifte, en zoo vervolgens van jaar tot jaar, tot na de wegneming van den plakbrief of van het opschrift.

ART. 6 (nouveau).

ART. 6 (nieuw).

La taxe peut être acquittée en une fois pour deux ou plusieurs années.

De belasting mag in eens worden betaald voor twee of meer jaren.

Les droits payés ne sont jamais restituables pour quelque cause que ce soit.

De betaalde rechten worden nooit teruggekeerd, om welke reden ook.

Voir article 10 du texte amendé.

Zie artikel 10 van den gewijzigden tekst.

Proposition de loi.

Wetsvoorstel.

Voir article 7 de la proposition.
Zie artikel 7 van het voorstel.

ART. 4.

Ceux qui auront disposé ou fait disposer ces enseignes, placards ou tableaux, sans en avoir fait la déclaration au receveur de l'enregistrement, dans les trois jours de leur achèvement, avec indication du mode employé et de la surface occupée, seront condamnés à une amende de 158 francs pour chaque contravention, sans préjudice du droit pour l'administration de supprimer d'office et à leurs frais, la publicité qui aura été faite en contravention à la présente loi.

ART. 5.

Les propriétaires des immeubles où seront placés des enseignes, pancartes et tableaux, et les industriels ou commerçants au profit desquels ils auront été placés seront solidairement tenus de l'amende, sauf leur recours les uns contre les autres.

ART. 6.

Le recouvrement de la taxe et des amendes pour les contraventions prévues par la présente loi sera poursuivi par voie de contrainte devant le tribunal de première instance.

ART. 4.

Zij, die uithangborden, plakaten of schilderstukken plaatsen of doen plaatsen zonder deze, binnen drie dagen na hunne voltooiing, te hebben aangegeven bij den ontvanger der registratie, met aanduiding van de wijze van plaatsing en van de ingenomen oppervlakte, worden gestraft met eene boete van 158 frank voor elke overtreding, onverminderd het recht, voor het bestuur, de in strijd met deze wet gedane bekendmaking ambtshalve en op hunne kosten te doen verdwijnen.

ART. 5.

De eigenaars van onroerende goederen, waar uithangborden, plakaten en schilderstukken worden geplaatst, alsmede de nijverheidsmannen of handelaars ten bate van wie ze worden geplaatst, zijn hoofdelijk gehouden voor de boete, behoudens wederzijdsch verhaal op elkander.

ART. 6.

Het innen van de belasting en van de boeten, verschuldigd wegens de overtredingen voorzien bij deze wet, wordt, bij dwangbevel, vervolgd voor de rechtbank van eersten aanleg.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

ART. 7.

ART. 7.

Toute affiche ou inscription porte, en caractères apparents, le numéro d'ordre de la déclaration et l'année du paiement de la première taxe.

Elke plakbrief of elk opschrift draagt, in zichtbare letters, het ordenummer der aangifte en het jaar der betaling van de eerste belasting.

ART. 8.

Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie d'une amende de 100 francs, sans préjudice du paiement des droits qui seraient exigibles, et du droit pour l'administration de supprimer d'office et aux frais des contrevenants la publicité qui aurait été faite en contravention à la présente loi.

Elke overtreding van de bepalingen dezer wet wordt gestraft met eene boete van 100 frank, onverminderd de betaling van de rechten die invorderbaar mochten zijn, en van het recht voor het bestuur de bekendmaking, in strijd met deze wet gedaan, ambtshalve en op kosten van de overtreders te doen verdwijnen.

ART. 9.

ART. 9.

Les contraventions sont constatées et les poursuites exercées conformément à l'article 59 du Code du timbre.

De overtredingen worden vastgesteld en de vervolgingen geschieden overeenkomstig artikel 59 van het Zegelwetboek.

Proposition de loi.

Wetsvoorstel

ART. 7.

ART. 7.

Les mesures d'application pour la déclaration et pour le recouvrement de la taxe seront déterminées par des arrêtés royaux.

De maatregelen, toe te passen voor de aangifte en de inning der belasting, worden bij koninklijke besluiten vastgesteld.

Voir article 3 de la proposition
Zie artikel 3 van het voorstel.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

Voir article 7 du texte amendé.

Zie artikel 7 van den gewijzigden tekst.

ART. 10.

Sont exemptes de la taxe d'affichage :

1^o *Les affiches ou inscriptions se rattachant à des opérations qui se traitent dans le lieu même où elles sont placées ;*

2^o *Les affiches ou inscriptions dont l'objet est de ceux prévus par l'article 63 du code du timbre.*

ART. 11 (nouveau).

La présente loi sera obligatoire trois mois après sa promulgation.

ART. 12 (nouveau).

Disposition transitoire.

Toute personne ayant, antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, pris en affermage des emplacements destinés à recevoir des affiches sujettes à perception du droit prévu à l'article 2, pourra dénoncer la convention dans le délai de deux mois, à charge d'enlever dans le même délai lesdites affiches.

Il ne sera tenu en ce cas au paiement d'aucune taxe en faveur du trésor, ni d'aucune indemnité à l'égard du titulaire du droit d'affichage.

ART. 10.

Zijn vrij van de belasting voor aanplakking :

1^o *De plakbrieven of opschriften die betrekking hebben op verrichtingen geschiedende ter plaatse zelf waar ze zijn aangebracht.*

2^o *De plakbrieven of opschriften die, door wat zij beoogen, behooren tot degene voorzien bij artikel 63 van het Zegelwetboek.*

ART. 11 (nieuw).

Deze wet wordt verplichtend drie maanden na hare afkondiging.

ART. 12 (nieuw).

Overgangsbepaling.

Elke persoon die, vóór het in werking treden van deze wet, plaatsen heeft gepacht, bestemd tot het ontvangen van plakbrieven, onderhevig aan het recht voorzien bij artikel 2, kan de overeenkomst opzeggen binnen den termijn van twee maanden, met verplichting gezegde plakbrieven binnen denzelfden tijd weg te nemen.

In dit geval is hij niet gehouden tot betaling van eenige belasting ten bate van de schatkist noch van eenige vergoeding ten aanzien van hem, die het recht tot aanplakking bezit.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 OCTOBER 1909.

Wetsvoorstel waarbij ten bate van den Staat eene belasting wordt gelegd op uithangborden, plakaten en schilderstukken moetende dienen tot bekendmaking van nijverheidsbedrijven ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel, uitgaande van de heeren volksvertegenwoordigers Carton de Wiart en Destrée, heeft den schijn eene loutere fiskale wet te zijn.

Doch, zooals de onderteekenaars van het voorstel het ook bekennen, de aan uwe beraadslagingen onderworpen hervorming steunt niet op een dergelijk nuttigheidsbeginsel.

Hun einddoel is, onrechtstreeks bij te dragen tot de bescherming van een onzer nationale schatten : de heerlijkheid der landschappen. Zij betrachten het door eenen onmiddellijk toe te passen maatregel, dien men aannemen kan zonder te moeten overgaan tot besprekingen waarvan de gevreesde omvang aanleiding zou kunnen geven tot verdaging.

De bepalingen zooals die welke U is voorgesteld, werd door anderen beschouwd als een noodzakelijk hoofdstuk van het *Landschapwetboek*. Naburige Parlementen houden zich bezig met de voorbereiding daarvan; zij verlangen de bescherming der geschiedkundige monumenten, der landschappen en landgezichten, de dienstbaarheden wegens schoonheidsnut, de handhaving van 's lands erfgoederen en het behoud der kunstgewrochten te bekrachtigen door middel van een stel wetten.

Is het waar dat het wetsvoorstel gewettigd is door de verdediging der belangen van 's lands nijverheid en handel evenals door de billijke indeeling der belastingen, beide zaken die onze bezorgdheid in de hoogste mate ver-

(1) Wetsvoorstel, nr 180 (zittingsjaar 1906-1907).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Cousot, was samengesteld uit de heeren Borboux, Claes, Tibbaut, Vandervelde, Versteylen, Wauwermans.

dienen, is het waar dat de aanneming van het voorstel insgelijks kan bijdragen tot de vrijwaring en het behoud der al te dikwijls 'ontsierde landgezichten van ons Belgische vaderland, dan zal het U onderworpen wetsvoorstel in een dubbel opzicht uwe goedkeuring verdienen.

« 't Is de gewoonte niet dat een lastenbetaler eenige nieuwe belastingen » vraagt », zegde een Fransche schrijver naar aanleiding van een gelijksoortig wetsontwerp. « Welnu, ditmaal vraag ik dat de fiscus optrede : ik » vraag eene belasting tegen die wijze van bekendmaking, en ik wensch dat » ze zwaar, verpletterend zij. De draagkracht van sommigen zal daartoe » ontoereikend zijn, en juist dat verhoop ik; de draagkracht van anderen zal » daartoe toereikend zijn, doch ze zullen weinig talrijk zijn; op die wijze » zullen eenige stuivers meer — ze zijn immers steeds welkom — terecht- » komen in dit vat der Danaïden, dat men 's lands Schatkist noemt, en » intusschen zullen wij eenige aloude muren — wat is een oude muur toch » schoon! — bevrijd hebben van die smetten. De chocoladefabrikanten of » andere fabrikanten zullen ons vervloeken, doch de Minister van Finan- » ciën zal ons zegenen; en ik zal niet minder genoeg scheppen in den » haat dier vervloekers als in de erkentelijke blijheid van den Minister. » (1)

't Is dus in dat dubbel opzicht en met de dubbele strekking van het voorstel, dat wij tot het onderzoek daarvan zullen overgaan : fiskale bepalingen en bezorgdheid voor den schoonheidszin.

I. — HET ZEGELRECHT OP DE PLAKBRIEVEN. — DE DRUKKERS TEGENOVER DEN FISCUS.

Naar luid van de bestaande wet, « zijn onderhevig aan het zegelrecht de gedrukte of geschreven plakbrieven, van om 't even welken aard en met om 't even welk doel, met inbegrip van de plakbrieven ter aankondiging van de veiling van roerende en onroerende goederen, aangeplakt krachtens de wet of eene rechterlijke beslissing. » (Wet van 25 Maart 1891, art. 19.)

Het zegelrecht der plakbrieven is bepaald als volgt : « Voor elk blad van » minder dan 20 vierkante decimeter oppervlakte : fr. 0,03; voor elk blad » van 20 en beneden 25 vierkante decimeter : fr. 0,06; voor elk blad van » 25 en beneden 30 vierkante decimeter : fr. 0,07, en zoo voorts, mits » 1 centiem per 5 vierkante decimeter zonder breuk. » (*Ibid.*, art. 18.)

Volgens de rechtspraak en de leer gehuldigd door het Bestuur, « moet men, voor de toepassing van de wet op het zegelrecht, onder plakbrieven verstaan niet alleen de aankondigingen gedaan met een handelsdoel, maar ook elk middel tot bekendmaking bestaande in een blad aangeplakt op eene openbare plaats... 't Is de aankondiging geplaatst door iemand die van de openbaarheid eener plaats gebruik maakt om een feit ter kennis van het publiek te brengen ». (Brussel, 17 April 1893, *Recueil général*, 1893, bl. 190.)

(1) AUGÉ DE LASSUS. *La joie et la beauté pour tous*, voordracht gehouden ter algemeene vergadering van de Maatschappij tot bescherming der landschappen in Frankrijk.

Bij omzendbrief van 18 Januari 1873 besliste het Beheer van Financiën dat aan het zegelrecht niet zijn onderhevig de plakbrieven die in de drankhuizen of herbergen dienen om den oorsprong der dranken te doen kennen. De rechtspraak, ofschoon zij hieromtrent hare voorbehoudingen maakt en strenger optreedt, verklaart dat, in elk geval, de leer gehuldigd door dezen omzendbrief en door dien van 28 October 1884 zou moeten beperkt worden tot de aankondigingen dienende enkel om gelagen te doen kennen.

Daaruit volgt dus dat het zegelrecht een zware belasting is voor een soort van bekendmaking : den gedrukten plakbrief —, doch enkel dat bijzonder soort treft : van dit recht zijn vrijgesteld niet alleen de strooibriefjes, de omzendbrieven, de handelsaankondigingen in de bladen — en hier bedoelt men geenszins ze onderhevig te maken aan de belasting —, maar ook een soort van plakbrieven en aankondigingen waarvan de advertentiekracht aanzienlijker en de uitstalling duurzamer is dan de broze papieren plakbrieven.

De aanzienlijke bekendmakingen in schreeuwende kleuren, die op alle gevels prijken, alle afsluitingen en alle beschotten bekleeden, zijn immers vrij van de zegelbelasting. Is er ergens in de steden een hoekje, een plekje onbezet, onmiddellijk wordt het ingenomen voor bekendmakingen, bij wijze van schildering of door andere middelen, behalve den druk, die vrij zijn van het zegelrecht.

De aankondiging vertoont zich op straat door middel van de zoogenaamde « sandwich-mannen », doorkruist de steden op trams of reclamerijtuigén, schittert in lichtletters boven op de gebouwen, prijkt in lichtbeeld op het scherm der schouwburgen of op de reclamedoeken in de open lucht.

Het bestaande belastingstelsel is geheel ten voordeele van die nieuwere wijzen van bekendmaking. Doch het treft des te onrechtvaardiger de boekdrukkerij, die in de jongste tijden zoo erg te lijden had uit hoofde van de mededinging en van de vreemde toltarieven.

Dat is eene ongegronde uitzondering : elke plakbrief moet op gelijke wijze worden behandeld, en er zijn geen andere oplossingen mogelijk dan deze : ofwel moet men het zegelrecht gansch en volkomen afschaffen voor de gedrukte plakbrieven, ofwel moet het zegelrecht uitgebreid worden tot elk bekendmakingsmiddel, welk het ook zij.

Den 9ⁿ Juni 1897 werd door den heer Beernaert, toen hij deze ongelijke behandeling aankloeg, gevraagd : « Waarom die vrijstelling? Om welke reden? »

Geen reden hoegenaamd werd aangevoerd. Daartoe bestond noch bestaat niet de minste reden.

De toestand werd nogmaals aangeklaagd in het bezwaarschrift van den *Cercle belge de l'Imprimerie et de Librairie*, in 1898 den heer Minister van Financiën overgemaakt.

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1900, richtte tot de Regeering de vraag « of zij niet dacht dat eene belasting diende te worden gelegd op de bekendmakingen aangebracht op muren. »

In het buitenland was de wetgever niet van gevoelen dat deze handelwijze mocht bekrachtigd of behouden worden.

De Engelsche wet, die geen zegelrecht heeft op de plakbrieven, voorziet het innen van belasting op de plaatsen waar zij aangeplakt worden : deze plaatsen zijn onderhevig aan eene belasting berekend naar het inkomen en geïnd ten bate der gemeentebesturen.

De bekendmaking, onder om 't even welken vorm, wordt aldus getroffen, de reclame moge voorkomen op muren, afsluitingen, op stellingen tegen gevels, op daken of op om 't even wat.

Die belasting verschilt van stad tot stad : in Londen bedraagt ze 30 t. h. van het inkomen.

De belastingwet van 8 Juli 1852, in Frankrijk, aangevuld door de wetten van 26 December 1890 en 26 Juli 1893, legde eene belasting voor aanplakking op de berichten geschilderd of geplaatst op eene openbare plaats, op de muren, op om 't even welk gebouw, op doek, op hout, door om 't even welk middel.

De rechtspraak was van meening dat die bewoordingen ruim genoeg zijn om te kunnen gelden voor :

Het op hout geschilderd opschrift boven den ingang van een doorgang (Douai, 24 Juni 1874, D. P., 1875, zie blz. 14).

De opschriften geschilderd op de muren elders dan aan den ingang der inrichting welke zij betreffen, zelfs wanneer daarin voor het publiek enkel aanwijzingen mochten voorkomen die behooren tot het uithangbord. (Cass., 20 Dec. 1866, D. P., 1868, I, 412, en 10 Juni 1882, *ibid.*, 1882, I, blz. 437, Hof te Parijs, 12 Januari 1885, D. P., 1886, II, 20.)

De bekendmakingen geschilderd op berichtgordijnen. (Beslissing van het Ministerie van Financiën, 8 Juni 1878, D. P., 1878, III, blz. 87.)

De verplaatsbare platen die zich niet bevinden op de woning van hen voor wien ze gelden als een middel tot reclame of bekendmaking. (Grenoble, 14 Augustus 1873, D. P., 1874, II, 197.)

De ondernemers van bekendmaking waren zelfs zoo vernuftig dat zij sommige landschappen hebben voorzien van opschriften geplaatst op heuvels en aangebracht, evenals de omlijsting ervan, door het wegnemen van de laag teelaarde tot op den blooten kalksteengrond, die aldus wit uitschittert op den groenen heuvelgrond.

De fiscus heeft ze belast (1).

Krachtens de wet van 26 December 1890 moest de belasting jaarlijks betaald worden.

Artikel 19 der wet van 25 Juli 1893 bepaalt het recht voor den ganschen duur der aanplakking naar den volgende grondslag berekend per vierkanten meter :

- 1 frank in de gemeenten tot en met 5,000 inwoners ;
- fr. 1.50 in die met 5,001 tot en met 50,000 inwoners ;
- 2 frank in die met meer dan 50,000 inwoners ;
- fr. 2.50 te Parijs.

(1) Zie vonnis Rechtbank te Montreuil-sur-Mer, 30 Januari 1903, J. E., 26605, *Rép. pér.* n^o 10546.

In het kanton Waad, dat een vast zegelrecht van tien centiemen per blad legt op de gedrukte plakbrieven, zijn geschilderde plakbrieven en al de plakbrieven op iets anders dan op papier, belast met een zegelrecht van tien frank per vierkanten meter.

De Middenafdeeling achtte dat het betaamde de Regeering te verzoeken — daar zij in 1900 aankondigde, het onderhavige vraagstuk ter studie te hebben gelegd — haar de amendementen te willen mededeelen die zij, bij voorkomend geval, zou meenen te moeten indienen op het onderhavige wetsvoorstel.

De achtbare heer Minister van Financiën heeft dan ook een gewijzigden tekst medegedeeld, die zich in beginsel aansluit bij het voorstel der heeren Carton de Wiart en Destrée, doch de toepassingsmaatregelen daarvan nader zou bepalen.

In deze amendementen is er geen sprake van het bedrag der belasting.

Het wetsvoorstel der heeren Carton de Wiart en Destrée bepaalt ze op 5 frank per vierkanten meter en per jaar, met een minimum van 5 frank.

Uit de bewoordingen der artikelen 3 en 4, § 1, van den tekst, dien de achtbare Minister van Financiën ons mededeelde, blijkt dat men het eens is over het beginsel van het innen van het minimum.

Daaruit volgt dat men zal moeten het volle recht betalen voor eene reclame, aangebracht bij gelegenheid ofwel gedurende een seizoen of bij eene buitengewone vergadering.

Voor eene reclame, aangeplakt op een der laatste maanden van een dienstjaar en weggenomen kort na het aanvangen van het volgende dienstjaar, zal men bijgevolg twee jaar het recht moeten betalen.

In Frankrijk voorziet de wet een recht eenmaal geheven. De wet van het kanton Waad past denzelfden regel toe, maar verhoogt het recht op tien frank, hetzij het dubbel van wat de onderteekenaars van het wetsvoorstel vragen. Het wetsontwerp, onderworpen aan den Hoogen Raad te Bazél door leeraar Wieland, voorziet het recht per begrootingsjaar.

Het recht wordt hier geheven op de advertentie, geenszins op de plaats. Het is nagenoeg gelijk aan het zegel op den gedrukten plakbrief. Verandert de plakbrief, dan wordt het recht opnieuw geheven.

Naar het voorkomt, is het wel dit beginsel dat moet toegepast worden: het voorstel heeft niet ten doel, die wijze van bekendmaking te bevorderen. Nu, dat ware nochtans de uitkomst, moest het recht eens voor altijd geheven worden. Het zegelrecht op de gedrukte plakbrieven is verschuldigd zelfs wanneer de plakbrief slechts voor een hoogst korten tijd, gedurende één stond wordt aangeplakt. Er zijn zelfs gevallen waar het betaald wordt ten gevolge van het onbruikbaar maken van het zegel, zoo men niet tot de aanplakking overgaat. Het recht wordt verscheidene malen geheven op een gedrukten plakbrief en feitelijk betaald op weinig van elkaar verwijderde tijdstippen, verscheidene malen 's jaars. Immers, ten gevolge van het slecht weder, van de beschadiging door de voorbijgangers, van de noodzakelijkheid om de plakbrieven te overplakken bij gebrek van meer plaats, van de kosten van drukken en aanplakken van nieuwe plakbrieven zijn er herhaalde, veel hogere lasten gelegd op den gedrukten plakbrief.

De taxes en belastingen worden overigens altijd geheven voor het gansche jaar en zonder breuk; men zou in strijd met deze gewoonte handelen, moest men ontlastingen voorzien uit hoofde van tijdelijke niet-benutting.

Men zou met evenmin grond het recht mogen evenredigen aan de bevolking van de plaats der aanplakking, overeenkomstig het Fransche stelsel.

De plakbrief werkt niet op de vaste bevolking, maar op de tijdelijke verblijvende bevolking. Het zijn juist de plakbrieven geplaatst in afgelegen landschappen of lustoorden, welke de fabrikanten beschouwen als geschikt om de beste gevolgen te hebben. En, wij herhalen het, die plakbrieven wenschen wij vooral te treffen.

Wat betreft de inrichting, ten bate van welke het recht wordt geheven, sommigen hadden de vraag geopperd of dit niet ten bate van de provinciën of van de gemeenten kon zijn.

Gedurende zijn zittijd van 1907, werd in den Provincieraad van Brabant een voorstel ingediend door de heeren Gheude en medeleden, strekkende tot het invoeren van eene belasting op de opschriften op de muren of elders als reclame.

De Bestendige Deputatie werd verzocht het vraagstuk te bestudeeren en daarover verslag te doen aan den Raad, doch geen ander gevolg hoege-naamd werd aan dit voorstel gegeven: de heer Minister van Binnenlandsche Zaken heeft, naar wij meenen, den heer Gouverneur doen weten dat zijn bestuur zou weigeren de goedkeuring van die belasting voor te stellen.

De Provincieraad van Namen had soortgelijke belasting ingevoerd, doch door een koninklijk besluit werd de provinciebelasting op de muur-opschriften of andere, die moeten dienen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven, nietig verklaard.

Het vraagstuk blijft dus onopgelost en de belasting aan den Staat voorbehouden.

Dat is niet te betreuren met het oog op het tweede doel, door het wetsvoorstel betracht: een gemeentebestuur, dat voordeel trekt uit de opbrengst van de aanplakking, moet noodzakelijkerwijze de uitbreiding daarvan graag zien en in de hand werken.

Anderzijds is de heffing ten bate van den Staat geschikt om overal eene gelijke belasting in te voeren en de heffing ervan te vergemakkelijken.

Het recht is een zegelrecht. 't Is het verruimd zegelrecht. De heffing ervan zou, volgens de meening van het Bestuur van Financiën, bij voortduur moeten geschieden door toedoen van de ontvangers van het zegelrecht.

In zijn antwoord op eene tot hem gerichte vraag, drukte de heer Minister van Financiën de meening uit « dat er hoege-naamd geen degelijke reden bestond om de ontvangers der rechtstreeksche belastingen te doen optreden hetzij bij het inschrijven van de aangifte bevolen bij artikel 4 van het wetsvoorstel, hetzij bij het invorderen van de nieuwe belasting die niet schijnt te moeten gelijkgesteld worden met eene grondbelasting ».

De tekst van de amendementen der Regeering geeft dus enkel eene nadere bepaling van de belastbare stof, van de belastingschuldigen, van de ver-

plichtingen die op hen drukken, en van de bekrachtiging ingeval van niet-naleving.

De werkzaamheden der Kamer konden er enkel bij winnen dat de Regeering en de Commissie het eens waren over den aan de stemming te onderwerpen tekst; daarom ook sloot de Commissie zich aan bij den tekst der amendementen en omwerkingen die haar werden voorgesteld.

Voor de toepassing der wet schijnt nochtans een overgangsmaatregel noodig te zijn.

Sommige overeenkomsten tot bekendmaking werden gesloten onder de bestaande wet.

Ongetwijfeld werd het wetsvoorstel ingediend den 28ⁿ Juni 1907, hetzij meer dan twee jaar geleden, en de belanghebbenden zijn sedert lang ervan verwittigd dat het belastingstelsel zou kunnen gewijzigd worden.

Het kan echter gebeuren dat er overeenkomsten werden gesloten vóór dien datum en nog van kracht moeten blijven gedurende een zekeren tijd, zonder mogelijke opzegging vóór dien tijd. De belasting is, naar luid van het nieuw artikel 3, verschuldigd door hem die het recht heeft het aanplakken daarvan toe te laten. Doch het artikel voorziet tevens het verhaal op hem — met name, den concessiehouders — van wien de plakbrief of het opschrift uitgaat. Feitelijk wordt de plakbrief belast en moet de concessiehouders daarvan het voor zijne rekening betaald recht dragen en terugbetalen. De belasting zal, behoudens tegenstrijdige overeenkomst, ten laste zijn van hen ten bate van wien een muur is bekleed met de reclame. De eigenaar, de ondernemer van bekendmaking zal zeker trachten de betaling daarvan op te leggen aan hem die den muur, de plaats heeft gehuurd.

Deze last is geschikt om de economische voorwaarden te veranderen, die tot grondslag der overeenkomst dienden.

Het schijnt billijk, het verbreken der van kracht zijnde overeenkomsten aan te nemen; op dit gebied handelt men zooals voorzien werd bij artikel 36 der wet van 24 December 1903 op de ongevallen bij den arbeid.

Eene overgangsbepaling zou luiden als volgt :

« Elke persoon die, vóór het in werking treden van deze wet, plaatsen heeft gepacht, bestemd tot het ontvangen van plakbrieven, onderhevig aan het recht voorzien bij artikel 2, kan de overeenkomst opzeggen binnen den termijn van twee maanden, met verplichting gezegde plakbrieven binnen denzelfden tijd weg te nemen.

» In dit geval is hij niet gehouden tot betaling van eenige belasting ten voordeele van de Schatkist noch van eenige vergoeding ten aanzien van hem, die het recht tot aanplakking bezit. »

II. — DE STRIJD TEGEN DE PLAAG DER PLAKBRIEVEN.

Eene belasting zal waarschijnlijk den omvang der plakbrieven verminderen en ons misschien verlossen van een zeker getal der meest hinderlijke. Ze zal diegenen ontmoedigen, welke een strijd voeren naar de grootste en de

meest ophefmakende, en eenige van de schreeuwende vlekken doen verdwijnen, die de landschappen besmetten.

Toch is het enkel een lapmiddel, we moeten den moed hebben het vast te stellen. Het moet nochtans aangenomen worden, al ware het enkel uit hoofde van de door ons uiteengezette economische en fiskale beschouwingen.

Zal echter alles gedaan zijn? Diende men niet den vijand rechtstreeks aan te vallen en rechtstreeks aan te durven wat het voorstel enkel langs een omweg en onrechtstreeks betracht?

De vraag werd geopperd en verdient onderzocht te worden uit de volgende standpunten :

Zijn de misbruiken blijkbaar en verdienen ze dat er middel in geschaft worde?

Welke oplossing werd ingevoerd, beproefd of voortgezet door de naburige landen?

Is de beteugeling mogelijk zonder het recht van eigendom, dat door de Grondwet en de wetten is bekrachtigd, te krenken?

Dat de misdaden tegen de schoonheid der landschappen steeds talrijker worden, dat ze elken dag eene zedelijke en stoffelijke schade berokkenen door het kunsterfgoed, schat van ieder volk, te verminderen, blijkt uit de oprichting en de pogingen van de steeds talrijkere bonden, zooals : *Sociétés pour la protection des sites*, *Amis des arbres et des monuments*, *Trusts for places of historic interest and natural beauty* of *Societies for checking the abuses of public advertising*, *Heimatschutz*, namen waaronder gestreden wordt, in landen met verschillende zeden en wetten, door de voorstanders en voorvechters van één en dezelfde zaak.

Steeds grooter wordt het aantal mannen die met Ruskin begrijpen « dat » men door het aanschouwen van sommige geliefkoosde gezichteinders de » bronnen vinden zal van verscheidene verheven denkbeelden die de » wereld beheerschen en, onder andere, de bronnen zelf der vaderlands- » liefde. De landschappen zijn het geliefde aanschijn van het vaderland. Hoe » schooner het aanschijn, hoe meer men ook het vaderland, waarvan het de » beeltenis is, zal liefhebben. Die schoonheid moet de groote bekommring » zijn van den vaderlander, zooals zij ook zijn groote opleidster was. 't Is » niet alleen door menig standbeeld op te richten dat men mannen oogst, » maar wel door de steenen van den geboortegrond in eere te houden : » eene natie is den grond en de landschappen, die zijn erfgoed uitmaken, » alléén dan waardig wanneer zij die, door al hare daden en door hare » kunsten, nog schooner tracht te maken voor hare kinderen. »

En uitgaande van ietwat meer stoffelijke beschouwingen, schreef dichter Jan Lahor in de *Revue des Revues*, den 1^{er} Maart 1901, dit artikel waaruit voortspoot de dappere maatschappij tot bescherming der landschappen in Frankrijk; hare werkzaamheid is onvermoeibaar en haar werk merkwaardig :

« De schoonheid is voor sommige streken eene bron van even zekere, » duurzamere en bestendigere winsten dan de nijverheid, want nooit lijdt ze » schipbreuk zooals eene fabriek. Eene fabriek vergaat of kan vergaan, en » alléén de puinen, welke zij verwekte, zullen blijven bestaan. »

» Dat de geldzuchtigen het goed weten : de bekoorlijkheid, de schoonheid, de overheerlijkheid der natuur zijn eene zekere waarde voor een land, en die bronnen van een bestendig inkomen verdienen dus dat men ze beware en beschërme met de zorg en den eerbied, steeds verschuldigd aan wat geld opbrengt...

» Denkt maar aan de jaarlijksche inkomsten welke Zwitserland of Noorwegen thans te danken hebben aan de bezoekers uit den vreemde, enkel aangelokt door de prachtstukken der natuur : bergen, rotsen, bosschen, meeren, stortvloedén ! Denkt maar aan de jaarlijksche inkomsten welke Italië en Spanje verschuldigd zijn aan de overblijfselen uit hun verleden en denkt aan wat thans én in de toekomst de begrooting van die beide landen zou worden, indien al dat roemrijk verleden niet beschermd, onderhouden en bewaard werd...

» De schoonheid bezit wel door haar zelve, zooveel en dikwijls meer dan om 't even wat ter wereld, hare groote handelswaarde. Welnu, dat alleen zou moeten volstaan om haar de hoogschatting, den eerbied en de liefde van onzen tijd te verdienen... »

Wat moet men dan denken van dit vandalisme, dat de schoonheden der natuur niet waardeert of ze miskent, dat niet schijnt te vermoeden dat er in ieder land natuurheilighdommen moeten bestaan, die de nijverheid ongeschonden moet laten ?

De redevoering van den achtbaren heer Beernaert, die bewuste reclameverrassingen aanklaagde welke plotseling onze bewondering komen snuiken, vertolkte het algemeen gevoelen.

In andere landen treurde men over dergelijke onteering : « Waarom, vroeg een schrijver, te Roscoff, op de kapel ter herinnering van het vertrek of van de aankomst van Maria Stuart, de aankondiging van een blad dat drie millioen lezers bezit ? Ik onderstel toch niet dat men verhoopt de toetreding en het abonnement van Maria Stuart te bekomen ? »

Een reiziger deed opmerken aan verontwaardigde liefhebbers van al wat schilderachtig is, dat boven op den *Plomb du Cantal*, den hoogsten bergkruin van Midden-Frankrijk, een nijveraars had tentoongesteld..... een ijzeren hok, soort van verbeterde wagen voor het gemakkelijk vervoer van vee, waarop zijn naam en adres, alsmede de prijs van het stuk waren aangeduid.

Langs het zeestrand — van af de grenzen van Spanje tot aan deze van Duitschland — nemen schreeuwende plakkasten het uitzicht weg tusschen de zee en de duinen : eene Amerikaansche firma heeft de kleppen van Dover ingenomen ; een handelaar in sterke dranken het heuveltje van Fourvières, een beschuittenfabrikant het *Boulevard des Anglais* te Nice.

Het aankondigen eener tentoonstelling te Brussel volstond om overal uit de velden plakbrieven te doen oprijzen als de paddestoelen na een regendag.

De omstreken onzer hoofdstad zij er mede besmet ; zij volgen ons op tot op het zeestrand ; zij vertoonen zich op het paal- en traliwerk der havenhoofden en op de daken der badkoetsen. Zij verbergen de liefelijkste land-

schappen langs de Maas. Zij die ons land doorreizen, moeten stellig denken dat wij geen andere zorg, geen ander ideaal hebben dan het nasporen der beste waren in specerijen en tabak (1).

Waar de reiziger de aanwijzing van een beroemd landgezicht te vergeefs zoekt, wordt hem het meest reclamemakende merk eener zeep onder oogen gebracht.

Hoe zou het openbaar gevoelen niet eindelijk tegen die misbruiken van de publiciteit met geweld opkomen?

Dit misnoegen gaf zich lucht in het buitenland in menige streek, op heel eigenaardige wijze :

In 1906 vernietigden de leerlingen eener klas van het college van Aarau, wijl het donker was, een aantal dezer woeste plakaten; zij werden eindelijk ontdekt en voor de rechtbank van politie gebracht. Welnu, het publiek trok partij voor die jonge overtreders; advocaten boden zich aan om voor hen te pleiten, kunstenaars en zangeressen om een concert in te richten ten einde het bedrag der boeten te dekken, en de overheden hunner school weigerden de leerlingen te straffen....

Toen ook besloten de hotelhouders uit de Rhônevallei, al de nijveraars-leveranciers in eetwaren uit te sluiten, « die zoo graag de hellingen van 's lands bergen onteeren door hunne opschriften, plakbrieven en plakaten, met een overdreven oppervlakte, opzettelijk geplaatst op de meest in 't oog vallende punten waaraan zij aldus elke eigenaardigheid ontnemen ».

In ons land bleef het volk evenmin onverschillig: De nationale maatschappij ter bescherming van landschappen en monumenten, de *Touring Club* — eene inrichting die de meest bevoegde beoordeelaars op dit gebied oplevert —, hebben herhaaldelijk erkend dat « het regelen der aanplakking behoort tot de gevraagde maatregelen om de stedelijke en landelijke uitzichten doelmatig te beschermen evenals daartoe behooren het beperken van de hoogte der gebouwen en het oprichten van hutten ».

Het Congres voor de openbare kunst, gehouden te Brussel in 1898, voorzag die laatste maatregelen, wanneer het verklaarde dat « de Regeering het recht moet bezitten om het oprichten van gebouwen te machtigen of te verbieden, den bouwstijl na te gaan en, bij voorkomend geval, op te leggen voor gebouwen op sommige buitenhoekjes, zijnde waarlijk schoone landschappen of uitzichten die het bewaren waard zijn ».

Het 5^e Internationaal Congres voor openbare kunst, gehouden te Luik in 1905, nam ook met eenparige stemmen den volgende wensch aan: « Ten einde de misbruiken van aanplakking te beperken, dienen de openbare machten uitdrukkelijk de plaatsen aan te wijzen waar het aanplakken is toegelaten, en moet elke aanplakking stellig verboden worden op en in de nabijheid van de te behouden monumenten en landschappen (2). »

(1) Zie de schetsen in *l'Art Public*, tijdschrift van het Internationaal Instituut voor openbare kunst. Brussel, 1908, bl. 28; 1909, bl. 25 en volgende.

(2) Men leze het uitnemend verslag van M. R. DE CLERMONT, advocaat bij het Hof van Parijs, en het ontwerp van modelwet, te dier gelegenheid opgemaakt. (*Bulletin de l'Association artistique et littéraire internationale*.)

Terecht kan dus worden gezegd dat eene wet, waarbij het aanplakken rechtstreeks wordt geregeld, zou beantwoorden aan den algemeenen wensch.

De plakbrieven ontsnapten aan de regeling niet, toen zij aanleiding gaven tot misbruiken van een anderen aard en een gevaar uitmaakten voor de veiligheid der voorbijgangers.

Dusdanig waren de reglementen onzer goede oude steden, op de uithangborden : « In de XVI^e en XVII^e eeuw was het wandelen door de straten een » waagstuk, want de vooruitstekende uithangborden geraakten soms los, » tot groote schade voor de voorbijgangers; in kleine steden jaagden zij » voortdurend schrik aan : 's nachts grijsden zij vreeslijk, stoorden de » ingezetenen in hunnen slaap en wierpen ook groote schaduwen gunstig » voor alle kwade en sombere handelingen.

» Die kooplieden hadden het zoo ver gebracht, dat zij, boven den open- » baren weg, overgroote borden en zeer omvangrijke voorwerpen uithingen, » zooals zwaardgevesten, zes voet lang, sporen zoo groot als karrewielen en » zoo reusachtige handschoenen, dat een kind zou kunnen schuilen (1) in » elken vinger. »

Het was de heer de Sartines, politieluitenant des Konings, die al de uitspringende uithangborden deed verdwijnen, juist op het oogenblik dat het Parlement van Londen denzelfde maatregel nam.

Tegenwoordig zijn de plakbrieven en plakATEN niet minder hinderlijk, schoon op een andere wijze, en men zou wenschen dat er gevolg wordt gegeven aan het smeekschrift van Caritides en dat er een opzichter van plakbrieven zou worden aangesteld (2).

Laten wij nagaan hoe, in de meeste naburige landen, de door ons aange- wezen beweging tot het behoud der schoonheids-schatten der natuur, zich lichte gaf in talrijke wetten, de eene voor de algemeene bescherming van landschappen, de andere, door het uitvaardigen van bijzondere maatregelen, voor het beteugelen der misbruiken van aanplakking.

Moest zelfs het Parlement beslissen, dat het hem onderworpen voorstel niet behoort aangevuld te worden en dat het raadzamer zou wezen deze zaak door middel van eene algemeene verordening te regelen, dan zou het nochtans belangwekkend zijn na te gaan hoe, in sommige landen, het vraagstuk der bescherming van fraaie landschappen werd opgelost.

DUITSCHLAND. — Op 2 Juni 1902 werd de Pruisische wet uitgevaardigd « tegen het ontsieren der merkwaardige gedeelten van landschappen ». Deze wet machtigt de stedelijke overheden, bij politie-bevel te verbieden dat men op den buiten merkwaardige landschappen ontsiere door het aanbrengen van reclame-borden, opschriften en schilderijen.

Dit verbod kan door politiereglementen worden toegepast op particuliere plaatsen of uitzichten.

(1) CROS MEYREVILLE, *Protection des monuments*, bl. 210.

(2) *Les facheux*, 3^{de} bedrijf, 2^{de} tooneel.

De wet van 15 Juli 1907 vulde deze wet aan : De machtiging tot het oprichten of tot het veranderen van gebouwen kan geweigerd worden wanneer deze oprichting of hervorming van aard zijn om « een landschap, straten, openbare plaatsen of schoone uitzichten merkelyk te ontsieren ».

Dergelyke wetsbepalingen werden ook door de Koninklijke Regeering van Saksen genomen (wet van 10 Maart 1909), alsmede door die van het Groot-hertogdom Saksen-Coburg.

De Pruisische wet van 1902 bepaalt, als eenig kenmerk, de verwezenlijkte ontsiering. Zij beroept zich op het algemeen belang, ten einde het recht tot verbod te doen berusten op een wettigen grondslag : « Wat voor » de stad werd gedaan, moet ook voor den buiten geschieden, zegt het verslag der Commissie. Het belang der liefhebbers van de schoone natuur » staat op 't spel, en dat is ook het belang van al degenen die reizen, anders » dan voor zaken, tot welke nationaliteit zij ook behooren. Anderdeels, » mogen wij niet onverschillig blijven bij het geldverlies, door de altijd » toenemende ontsiering onzer landschappen teweegebracht, daar zij het » getal reizigers inkrimpt.

» Ik hoop dat wij allen overtuigd zullen zijn — zegde de verslaggever » ter Hooge Kamer — dat het voor ons geslacht, en in 't bijzonder voor » onze politieke mannen, een heilige plicht is de schoone landschappen, » die ons Vaderland tot sieraad strekken, voor het nageslacht te bewaren. »

Artikel 33 der Ordonnantie van 't Groothertogdom Hesse, gedagteekend 16 Juli 1902, betreft de reclame-plakbrieven.

« Bij bevel der plaatselijke politie kan verboden worden het aanbrengen of plaatsen van opschriften en andere aankondigingen, die uit hunnen aard schade berokkenen aan den kunstsmaak van fraaie landschappen, en kan het wegnemen van dergelyke opschriften, reclames of reeds bestaande voorwerpen bevolen worden. »

In de streken waar het Pruisisch Wetboek van kracht was, bestond reeds vroeger eene wet tot bescherming van stedelijke uitzichten.

De raad der ministers van Beieren heeft onlangs een wetsontwerp goedgekeurd, dat ten doel had, « het bederven van schoone landschappen en openbare monumenten door het aanbrengen van reclames, aankondigingen of schilderijen, te beletten ».

FRANKRIJK. — Reeds haalden wij belastingswetten aan, die de plakbrieven betreffen.

Eene wet van 30 Maart 1887 behelsde bepalingen ter bewaring van monumenten en meubelen die, in het opzicht van geschiedenis of kunst, belangrijk waren en tot de rangschikking daarvan. Het was gemakkelijk genoeg, dit stelsel ook op landschappen toe te passen.

Bij de wet van 21 April 1896, uitgaande van den heer Ch. Beauquier, afgevaardigde van het departement Doubs en voorzitter van de Maatschappij tot bescherming van Frankrijk's landschappen, werd, voor elk departement, door eene departementale commissie, waarvan de leden worden benoemd, voor twee derden, door den Algemeenen Raad en den Municipalen Raad der

hoofdplaats, en het overige derde door den minister, een inventaris van de te beschermen oorden opgemaakt.

Deze oorden, eens door de Commissie gerangschikt, na voorafgaande raadpleging van den opzichter van schoone kunsten, zijn met erfdienstbaarheid bezwaard en mogen niet meer worden onteigend, tenzij overeenkomstig de wet van 5 Mei 1841.

De gemeenten en de Staat dragen elk de helft van de voor vergoeding te betalen gelden.

Een wetsontwerp, ingediend op 28 Januari 1908 (1), zegt in zijn eerste artikel : « Aanplakking op gebouwen en natuurmonumenten, alsmede in geclassificeerde landschappen en uitzichten, is verboden.

» Aanplakking is insgelijks verboden rondom gezegde monumenten, gebouwen, uitzichten en landschappen, binnen de grenzen van een omtrek die in elk afzonderlijk geval door een besluit van den prefect, op advies van de Departementale Commissie voor de landschappen, zal worden bepaald. »

Artikel 2 bepaalt dat : « buiten de gevallen bij artikel 1 voorzien, de prefect, op eensluidend advies der Commissie van landschappen, een besluit zal mogen uitvaardigen om het aanplakken te verbieden, telkens wanneer de schoonheid en de bewaring van gebouwen, merkwaardigheden der natuur, niet geclassificeerde uitzichten en landschappen, het vereischen. »

Dit wetsvoorstel werd door de Kamer zonder debat aangenomen ter vergadering van 28 Juni 1909.

Andere ontwerpen nog zijn bij de Fransche Kamer aanhangig betreffende de bedeeing van drijfkraft, tijdelijke bezettingen, nationale reserves, plannen tot uitbreiding en verfraaiing, enz.

Zoo wordt het vervaardigen van dat stel wetten, waarvan Victor Hugo, in 1832, de opschriften der hoofdstukken uiteenzette, voortgezet, al werd het nog als een niet te verwezenlijken ideaal beschouwd : « Eene wet voor de monumenten, eene wet voor de gedenkteekens, eene wet voor de cathedraalen, eene wet voor de voornaamste voortbrengselen van het verstand, eene wet voor het collectief werk onzer vaderen, eene wet voor de geschiedenis, eene wet voor het onherstelbare dat men wil vernielen, eene wet voor hetgeen een volk het heiligst bezit na de toekomst, namelijk eene wet voor 't verleden. Deze rechtvaardige, goede, uitmuntende, heilige, nuttige, onontbeerlijke en spoedeischende wet bestaat niet en zal nooit gemaakt worden ».

ENGELAND. — Een wetsvoorstel uitgaande van lord Balfour en aangenomen op 28 Augustus 1907, geeft aan alle gemeentebesturen het recht dat slechts aan enkele stadsraden toebehoorde : 1^o het regelen, beperken of

(1) Zie voor de toelichting *Bulletin de la société pour la protection des paysages*, n^o 25, 1908, Januari, blz. 269 en het eensluidend verslag van den heer Cloarec, afgevaardigde. (Zelfde *Bulletin*, n^o 30, 1909, 15 April, blz. 1, en *Officiel*, Kamer der Afgevaardigden, bijlage van het proces-verbaal der vergadering van 29 Januari 1909, n^o 2272.)

verbieden van de aankondigingen door middel van schitterend licht, van de bijzondere toepassingen van licht en klank, van de publiciteit op de vloeren en het ronddeelen van prospectussen; 2^o het verbod om plakbrieven uit te hangen op zekere plaatsen, derwijze dat zij de aangenaamheid schaden van eene lustplaats, van een openbaar park, van wandeling of van rustoord, of de natuurlijke schoonheid van een landschap hinderen.

Enkele gemeentebesturen, reeds in 't bezit van dergelijke uitbreiding hunner macht, hadden er gebruik van gemaakt. Zoo wordt in de artikelen 41 en 43 van eene stedelijke ordonnantie, te Dover in 1901 uitgevaardigd, geregeld en nauwkeurig bepaald, op welke plaatsen het aanplakken is toegelaten. Daartoe is eene schriftelijke machtiging van het stadsbestuur noodig; de duur van die machtiging mag vier jaar niet overschrijden. Ingeval van overtreding, voorziet de wet eene boete die tot 40 shilling kan gaan.

Zoo ook kon de stad Edimburg een gloeiend plakkaat doen verdwijnen uit eene plaats die « *The Mound* » overheerschte.

ZWITSERLAND, dat land waar de natuur al hare prachten toon spreidt, waar het hoteliersbedrijf meer dan andere bedrijven winstgevend is, acht het insgelijks noodzakelijk eene lijst op te maken van de voornaamste oorden, plekken en uitzichten die ofwel het gansche land, ofwel sommige plaatsen in 't bijzonder aanbelangen: degene, die den Staat of de gemeenten toebehooren, zouden als onvervreemdbaar aangeduid worden, en de andere als bestemd om eens deel uit te moeten maken van het openbaar domein. Bijgevolg zou het worden verboden in deze vast geclassificeerde plaatsen aankondigingen te schilderen of te plaatsen.

Maar, in afwachting van die regeling, hebben de kantons en de gemeenten zich politierechten toegeschreven. Zoo voorziet het bevel van 12 November, uitgaande van het kanton Waad, in zijn artikel 4, hetgeen volgt:

« De Staatsraad verbiedt en doet, zoo daartoe redenen bestaan, ambts- » halve wegnemen alle plakkaten die het landschap bederven en die, ofwel » aangeplakt zijn op iets anders dan op den buitenmuur van een gebouw, of » op een muur dienende tot afsluiting, ofwel boven het toppunt van het » gebouw of van den muur waaraan zij gehecht zijn, uitsteken. »

Een ontwerp werd door professor Wieland ingediend bij den Hoogen Raad van Bazel.

Beide deze stukken schijnen de aandacht te moeten trekken en wij hebben ze als bijlage overgenomen.

Vereenigde-Staten van Amerika. — Massachussets en Pensylvanië bezitten reglementen op het aanplakken langs openbare wegen, en de Staat Michigan heeft op zijne dagorde, gebracht drie ontwerpen dezelfde zaak betreffende.

Wat Japan betreft, deeld de aardrijkskundige *Élisée Reclus* ons mede « dat het verboden is de natuur te onteeren door ongunstig gelegen herbergen ».

Die Japaansche maatregel staat ook in een Zwitsersch ontwerp van wet : de heer Albin Perrct, afgevaardigde van Neuschâtel, drukt, in paragraaf 14 van een ontwerp, waarbij maatregelen worden genomen tot behoud van de uitzichten, den volgende wensch uit :

« Dat de overheden het bouwen van herbergen verbieden in de onmiddellijke nabijheid van plaatsen waaraan zoogezegde *historische herinneringen* zijn verbonden. »

BELGIË. — Het Hof van Cassatie bekrachtigde, op 28 April 1879, het recht der gemeentebesturen tot het verordnen van de aanplakking ten aanzien van de plaats waar zij mag geschieden en van de personen die ze mogen verrichten. (Zie **PAND. BELGES**, v^o *Affiche, Afficheur*, n^o 94, *Revue admin.*, XXVI, blz. 335.)

Doch aan dit arrest moet geene andere bedoeling worden toegeschreven dan de bevestiging van de *politiemacht* der gemeentebesturen.

't Is enkel te dien einde en binnen de grenzen van dit arrest, dat de gemeentebesturen zijn gewapend ten aanzien van de gebouwen en het onderhoud der wegen.

Alles wat kunstsmaak, plezier, behoorlijkheid of verfraaiing betreft, behoort dus niet tot de wettelijke bevoegdheden der gemeenteverheid en kan niet door politiereglementen worden beheerscht.

Men heeft voor onwettig gehouden eene verordening, door zekeren gemeenteraad genomen, verbiedende *roode* pannen te gebruiken voor het dekken van huizen (S. P. Kortrijk, 14 Mei 1880, *Pas.*, 1880, III, 272. Zie **DE BROUCKERE EN TIELEMANS**, v^o *Bâtiments*), alsmede het gebruiken van zekere tinten of van verscheidene kleuren voor het uitwendig schilderen of bestrijken van gebouwen. (Cass., 7 Maart 1853, *Pas.*, 1853, I, 310.)

Nochtans hebben sommige gemeentebesturen getracht voordeel te trekken uit het hun toebehoorend recht, uitspraak te doen over de aanvragen om machtiging tot bouwen.

Indien het hun tegenwoordig niet is toegelaten, *met het oog op het verfraaien der stad alleen*, de minimum-hoogte te bepalen op welke men gebouwen mag oprichten op pleinen of langs lanen (Cass., 21 déc. 1868. *Belg. jur.* XXVII 126), toch beweren zij het recht te hebben zich, bij het onderzoeken van de plannen, te laten geleiden door zekere verplichtingen om deze of gene materialen te gebruiken of door andere redenen dan die ingegeven door wat wordt vereischt voor de degelijkheid der wegen.

De verslaggever der gemeentewet van 1856 schijnt ze overigens bij voorbaat verontschuldigd te hebben. « Ik vraag, zegde hij, aanhen die het artikel bestrijden, waaraan wij het bestaan der Koninklijke Plaats te Brussel » te danken hebben ?

« Aan de noodzakelijkheid waarin de oprichters der gebouwen zich » bevonden, de plannen ervan aan de gemeenten te onderwerpen. Wat » zoudt gij zeggen indien iemand op de Koninklijke plaats, een winkel wilde » oprichten met een strooien dak ? Gij zoudt het bespottelijk vinden ; zie » daar nochtans wat zou gebeuren, moesten de plannen niet worden goed- » gekeurd. » (*Moniteur*, 20 Februari 1855.)

Van die meening gaat zelfs een vonnis uit, door de burgerlijke kamer der rechtbank van eersten aanleg te Brugge uitgesproken, waarin wordt verklaard dat een College van burgemeester en schepenen het recht had een bouwplan te verwerpen, op grond « dat een ringmuur langs de straat allerleelijkst zou zijn ». (19 Nov. 1894. *Pas.* 1895, III, 187. Zie WILLEQUET ET BELLEFROID, *Commentaire de la loi communale*, blz. 221-222, *Revue de l'administration*, 1895, blz. 447.)

Zonder grondig te willen nagaan in hoeverre dergelijke reden, de beslissing van het College in rechte kan rechtvaardigen, dient er nochtans te worden opgemerkt dat tegen die beslissing geen beroep ingesteld kan worden, tenzij langs administratieven weg. Indien, bijgevolg, het hooger bestuur de weigering van het College bekrachtigt, blijft er den aanvrager niets anders over dan zich aan het besluit te onderwerpen ofwel niet te bouwen. (GIRON, *Droit adm.*, II, blz. 121). Aan een eischer die beweerde dat het verbod, waartegen hij opkwam, niet was gerechtvaardigd, met het oog op de openbare gezondheid, de gemakkelijkheid, de veiligheid of de reinheid, maar waarschijnlijk slechts uitging van kunstgevoel of smaak, antwoordde een arrest van cassatie als volgt : « Het recht om te gebieden dat de gronden moeten omheind worden, bevat ook het recht om te zorgen dat deze omheining beantwoorde aan hare bestemming, en bijgevolg het recht om de afmetingen en vormen ervan te bepalen. » (Cass., 20 Juni 1870. *Pas.*, 1870, I, 364.)

Dus zou het stellig niet onmogelijk zijn, gevallen te voorzien waarin de gemeentebesturen zekere omstandigheden, die de politie aangaan, zouden vinden, welke het verbod tot aanplakken op zekere plaatsen zouden rechtvaardigen.

Maar dat ware slechts een uitvlucht, en waarom zouden wij daar verder op aandringen?

Naar allen schijn, zou eene wet waarbij het aanplakken op zekere plaatsen verboden wordt, of de bevoegdheid verleend aan provinciale of gemeentebesturen om zulks te verbieden, niet worden beschouwd als eene inbreuk op het recht van eigendom.

« De eigendom is het recht om zaken op de meest volstrekte wijze te genieten en daarover te beschikken, *mits het niet betreft een gebruik dat door wetten of reglementen verboden is* », zegt artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek.

Dat artikel huldigt het beginsel van de beperkingen die de wet, in het algemeen belang, mag toebrengen aan het uitoefenen van het recht door particulieren.

Is het noodig hier aan te halen hoe talrijk die beperkingen en wettelijke erfdienstbaarheden zijn, waarvan de vaststelling niet wordt beschouwd als op zich zelf eene ware onteigening uitmakende, welke uit dien hoofde recht op vergoeding zou geven? (Cass., 23 Juli en 28 October 1846, *Pas.*, I, 1847-1848 en 1848-12.)

Erfdienstbaarheden *non ædificandi* op eigendommen gelegen in den omtrek van vestingen —, die tot geen enkele vergoeding recht geven indien zij worden opgericht op niet bebouwd land. (Zie Cass., 27 Juni 1845, *Pas.*, 1845, I, 392.)

Dergelijke servituten op gronden langs spoorwegen gelegen. (Wet van 25 Juli 1891, art. 2, 3, 4, 5 en 6 Zie Gent, 30 Nov. 1853, B. J. 1853, 1873; Brussel, 12 Feb. 1863. Pas., 1863, II, 116.)

Verder nog beperkingen toegebracht aan den eigendom voor tragels en trekwegen (bevel van 1669, art. VII, titels 28 en 650 van het Burgerlijk Wetboek).

Het Boschwetboek doet beperkingen drukken op eigendommen die langs het openbaar wouddomein zijn gelegen, ten einde brand te voorkomen.

Het is verboden te bouwen op min dan honderd meter afstand van de kerkhoven (decreet van 7 Maart 1808), in den omtrek der tolbureelen, winkels of pakhuizen op te richten en goederen in voorraad te hebben die aan tolrechten onderheven zijn.

Veel andere bepalingen nog regelen, voor het algemeen welzijn, de uitoefening van het eigendomsrecht en laten eenieder niet, zonder voorwaarden of perken, de vrije beschikking over zijn goed toe, om er werkplaatsen of instellingen op te richten, die schadelijk voor de gezondheid worden geacht, of om er stoommachines en ketels in te brengen of er mijnen, graverijen of steengroeven te ontginnen.

Toen het de goede werking gold der telegraaf- en telefoondiensten, enz., aarzelde men niet het recht van eigendom te regelen.

Niemand echter dacht er aan te beweren, dat dergelijke maatregelen eigenlijke onteigeningen zouden uitmaken, die artikel 11 der Grondwet alleen veroorlooft mits rechtvaardige en voorafgaande vergoeding.

De artikelen 361 en 362 van het Strafwetboek vaardigen, terecht, straffen uit tegen hen die zich schuldig maken aan wreedheid jegens dieren, al zijn zij er ook eigenaars van.

De wet van 14 Augustus 1889 verbiedt het rondleuren met en het verkoopen van insectenvretende vogelen, zelfs wanneer deze den verkooper toebehooren.

Waarom zou men een landschap niet kunnen beschutten tegen schending, evenals een dier tegen wreedheid?

Het schijnt buiten allen twijfel, dat niets zich tegen eene wettelijke bepaling zou kunnen verzetten, waarbij zou verboden worden reklame-plakbrieven te plaatsen op korteren afstand van banen en spoorwegen dan zou bepaald zijn; er zou geen belang meer bestaan om er te plaatsen, daar zij niet meer zichtbaar zouden zijn.

Ofwel, de politiewet op de gebouwen uitbreidende, kon men ook bevelen dat men geen reklame-plakbrief zal mogen plaatsen, zonder voorafgaande onderzoek, en de gemeenten machtiging geven om het plaatsen ervan toe te laten.

Eene wet tot regeling van het aanplakken zou dus niet in strijd zijn met de beginselen van ons Burgerlijk Wetboek, noch met ons grondwettelijk recht, zelfs ingeval zij de volstreckte rechten, die de eigenaars zich toeschrijven, zou beperken.

Zou daarenboven dergelijke beperking niet heel en al overeenkomen met het nieuw denkbeeld en de stelling, welke alle dagen nieuwe aanklevers

wint, en ons leert dat het eigendomsrecht niet bevat het recht om zijn goed te gebruiken en te misbruiken, noch het recht van vernieling toestaat, door de Romeinen, naar hunne logica, aan den eigenaar toegekend, zelfs over slaven, toen dezen nog als louter voorwerpen werden beschouwd?

« Er zijn twee zaken in een gebouw — schreef Victor Hugo in zijn boek *Guerre aux démolisseurs* (1) — : het gebruik ervan en zijne schoonheid. Het gebruik behoort den eigenaar, maar de schoonheid behoort aan eenieder. Hij die het gebouw vernielt, gaat dus zijn recht te buiten. »

Die gedachte mogen wij ook op uitzichten en landschappen toepassen.

« Wij weigeren aan te nemen, — zegde de heer Bonnard in het verslag uitgebracht in den hoogen raad van het kanton Waad, over een wetsontwerp tegen reclame-plakbrieven, — in spijt van de stelling volgens welke de eigenaar van den grond ook eigenaar is van den bovengrond en van den ondergrond, dat een grondeigenaar over iets zou beschikken dat bepaald het zijne is, wanneer hij, bijvoorbeeld, het uitzicht op den tunnel van Chexbres wegneemt of bederft : zijn wijngaard hoort hem toe om er het nut uit te trekken waartoe de natuur hem bestemde, maar het uitzicht op de helling van Lavana, op het meer Lemman en het prachtig panorama der Alpen, dat, neen, hoort hem niet toe; 't is een nationaal goed en het behoort aan ons allen. En zelfs in het geval dat het hem winst zou aanbrengen, toch kan de natie daarop een recht doen gelden dat boven het zijne staat. »

*
* * *

Heeft de Middenafdeeling — zooals het logische gevolg van de hierbovenstaande beschouwingen scheen aan te duiden — het voorstel, dat aan haar onderzoek was onderworpen, niet aangevuld door het opnemen, in het ontwerp, van teksten zooals degene die de artikelen 4 tot 6 van professor Wieland's ontwerp uitmaken, dan is het alleen omdat zij vurig wenscht binnenkort eene oplossing te bekomen.

't Was om dezelfde reden dat zij ertoe gebracht werd, zich bij de amendementen der Regeering aan te sluiten.

Verscheidene leden betreurden dat het hun niet mogelijk was, voor het oogenblik verder te gaan dan de maatregelen door het huidige ontwerp voorgesteld.

De dagorde van het Parlement is overladen en er blijft weinig tijd over voor beraadslagingen die de politiek niet aangaan, vooral als zij ietwat breedvoerig dienen te zijn.

Beperkt zijnde tot den nederigen vorm van een wetsontwerp dat bij de behandeling der begroting van 's Lands Middelen of bij die van Financiën kan gevoegd worden, zal het voorstel gemakkelijker de verdiende voorkeur bekomen.

Het ware nuttig dit ontwerp te bekrachtigen, nu een grooter getal

(1) *Littérature et philosophie mêlées*, blz. 228.

vreemdelingen wellicht België zullen bezoeken naar aanleiding van de tentoonstelling, door de hoofdstad ingericht, en eene nog meer uitgebreide publiciteit het natuurlijk gevolg daarvan zal wezen.

Ten minste zal er een eerste stap gedaan zijn. Het Parlement zal, zoodoende, eene gelegenheid hebben gevonden om te doen blijken dat het elken aanslag op de ongeschondenheid onzer landschappen wil tegenwerken.

De Regeering en het initiatief der Kamerleden zullen zonder twijfel het werk voortzetten en daartoe de bestanddeelen benuttigen die voor het onderzoek van dit ontwerp werden bijeengebracht.

De Verslaggever,
WAUWERMANS.

De Voorzitter,
G. COUSOT.



BIJLAGEN.

Decreet van de Fransche Regeering van 18 Februari 1891, betreffende de belasting op geschilderde plakbrieven.

ARTIKEL 1. — Hij, die op openbare plaatsen, op muren of gebouwen, of zelfs op doek door middel van schildering of van een ander middel, plakbrieven verlangt te plaatsen, is, vóór alles, gehouden :

- 1^o Daarvan aangifte te doen bij het registratiekantoor der omschrijving waarin de gemeenten, waar de plakbrieven moeten geplaatst worden, zich bevinden, en te Parijs, in een der door het Beheer der Registratie daartoe aangeduide kantoren ;
- 2^o de taxe te betalen, door de wet van 26 December 1890 daarop gelegd.

ART. 2. — De aangifte, in dubbele minute opgesteld, wordt gedagteekend en onderteekend, ofwel door hem in wiens belang de plakbrief wordt geplaatst, ofwel door den ondernemer van aanplakking. Zij moet het volgende bevatten :

- 1^o den tekst van den plakbrief ;
- 2^o den naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van hen in wier belang de plakbrief moet worden geplaatst ;
- 3^o den naam, de voornamen en de woonplaats van den ondernemer van aanplakking ;
- 4^o de oppervlakte van den plakbrief (in meters en decimeters vierkant) ;
- 5^o het getal te plaatsten exemplaren ;
- 6^o de juiste aanwijzing der straten en pleinen, alsook der huizen, gebouwen, verplaatsbare toestellen of plaatsen waar elk exemplaar zal aangebracht worden ;
- 7^o Het getal jaren voor hetwelk de partijen wenschen door een enkele betaling de taxe te voldoen, of de verklaring dat zij deze betaling jaarlijks zullen doen, zoolang de plakbrief zal blijven bestaan.

Voor elken plakbrief of aankondiging en voor de omschrijving van elk registratiekantoor moet eene afzonderlijke aangifte worden gedaan.

Een exemplaar van de aangifte blijft ten registratiekantore berusten ; het andere, met het kwijtschrift van den ontvanger bekleed, wordt den aangever ter hand gesteld.

ART. 3. — De geheele taxe is verschuldigd voor een volle jaar, en voor elken plakbrief loopt het jaar van af den dag der eerste aangifte.

Wordt er bij de eerste aangifte geen bepaalde duurtijd vastgesteld, dan wordt de jaarlijksehe taxe eischbaar binnen twintig dagen na verloop van elk jaar, en de inning ervan geschiedt jaarlijks op denzelfden tijd, totdat ten registratiekantore wordt aangegeven dat de aanplakking heeft opgehouden.

Wanneer de partijen hunne aangifte hebben gedaan voor een bepaald getal jaren en de door hen bepaalde termijn verval, betalen zij de taxe zooals is bepaald in de voorgaande paragraaf, ten ware zij ten registratiekantore eene aangifte doen, vermeldende ofwel de wegneming van den plakbrief, ofwel den nieuwen termijn voor welken zij de taxe willen betalen.

De betaalde rechten worden nooit terugbetaald, om welke reden ook.

ART. 4. — Ingeval van afstand eener handelszaak, van verandering van woning, van wijziging van den naam of de firma, moet ten registratiekantore aangifte gedaan worden, gestaafd door de noodige bewijsstukken, voordat de aanwijzingen betreffende den naam, de firma of de woonplaats op den plakbrief worden veranderd.

Deze aangifte wordt gedaan voor order en geeft geen aanleiding tot betaling van een nieuw recht.

ART. 5. — Elke plakbrief moet onderaan links in genoegzaam duidelijke letters, den datum en het volgnummer van het kwijtschrift vermelden. Zij, die belast zijn met het aanbrengen van den plakbrief, zijn verplicht, gedurende de uitvoering van hun werk, het aan de partij ter hand gestelde bewijs van de aangifte of een regelmatig afschrift daarvan te toonen aan al de beambten die de overtredingen moeten vaststellen. Zij moeten hun werk schorsen, indien het exemplaar of het afschrift van de aangifte niet vertoond kan worden.

ART. 6. — De ondernemers van aanplakking zijn gehouden, alvorens hun bedrijf te beginnen, ten registratiekantore van de plaats waar hunne onderneming is gelegen en, voor elk agentschap, ten kantore van de plaats waar het bestaat, eene aangifte te doen van den aard van hun bedrijf, van hun naam, alsmede van hun plaatselijken agent.

ART. 7. — Te beginnen van 1 Maart 1891, moeten de ondernemers van aanplakking in elk agentschap eene lijst houden, gemerkt, gekortteekend en gevisceerd door den vrederechter, waarop zij, naar orde van dagteekening, de geschilderde plakaten inschrijven, alsook de overige plakbrieven bedoeld in de wet van 26 December 1890, en die door hunne bemiddeling geplaatst werden. Dit repertorium vermeldt in 't kort den persoon die het plakkaat deed plaatsen, de oppervlakte van het plakkaat en de plaatsen waar het is aangebracht, alsook de aanduiding van het betaalde recht, den datum en het volgnummer van het kwijtschrift.

Dit repertorium wordt aan het visa van de beambten der registratie onderworpen op de wijze voorgeschreven door de wet van 22 Frimaire Jaar VII, en telkenmale zulks door hen wordt geëischt.

ART. 8. — De ondernemers van aanplakking, die een gegoeden, door het beheer der registratie toegelaten, borg aangesteld hebben, en die zich verbonden hebben op elke aanvraag al hunne registers en overeenkomsten ter inzage over te leggen aan de beambten der registratie, zijn gemachtigd aan te nemen de bijzondere aangiften, bij dit reglement voorzien, alsook de betalingen voor deze aangiften verschuldigd.

Zij schrijven deze aangiften en betalingen, met eene enkele reeks volgnummers, in een register, van het model door het Beheer van Registratie bepaald, gemerkt en gekortteekend door den Bestuurder van het Departement.

Elk exemplaar van den aldus geplaatsten plakbrief vermeldt, onderaan rechts, den naam van den ondernemer van aanplakking, alsook den datum en het volgnummer der inschrijving van den plakbrief op het in de vorige paragraaf vermeld register.

Binnen de eerste tien dagen van elken trimester, worden de bijzondere aangiften overgemaakt aan het registratiekantoor, met eene inhoudstafel en het bedrag der rechten, naar de voorschriften door het Beheer van Registratie bepaald.

De werklieden, belast met het plaatsen der plakbrieven, voor welke aangifte werd gedaan bij den ondernemer van aanplakking, zijn gehouden, gedurende de uitvoering van hun arbeid, aan al de beambten, belast met het vaststellen van overtredingen, een bulletijn te vertoonen, vermeldende het volgnummer van den plakbrief op het register voorzien bij de tweede paragraaf van dit artikel. Zij moeten hunne werkzaamheden schorsen zoo zij dit bulletijn niet kunnen toonen.

De machtiging voorzien bij paragraaf I kan worden ingetrokken bij beslissing van den algemeenen bestuurder der registratie, beteekend naar de voorschriften van het bestuur, ingeval van overtreding, faillissement, vereffening van den ondernemer of ingeval de borg niet meer bemiddeld zou zijn.

ART. 9. — De gedingen voor het innen van de rechten en boeten, bepaald bij de artikelen 5 en 8 der wet van 26 December 1890, worden gevoerd op de wijze en naar de regelen voorgeschreven door de bijzondere wetgeving in zake van zegel.

ART. 10. — Overtreding van de wet van 26 December 1890, evenals van de bepalingen van dit decreet, worden vastgesteld door processen-verbaal, opgesteld hetzij door de beambten van het beheer der registratie, der domeinen en van het zegel, hetzij door de commissarissen van politie, gendarmen, veldwachters en alle andere ambtenaars der openbare macht.

Fransche wet van 24 April 1906 tot bescherming van landschappen en natuur-monumenten hebbende een kunstkarakter.

ARTIKEL 1. — In elk departement wordt eene Commissie ingesteld voor de landschappen en natuurmonumenten hebbende een kunstkarakter.

Deze Commissie is samengesteld uit :

Den prefect, als voorzitter ;

den hoofdingenieur van het Departement ;

den overste van het Bestuur van waters en bosschen ;

twee leden van den Algemeenen Raad ;

vijf leden verkozen door den Algemeenen Raad onder de voornaamste kunstenaars, geleerden en schrijvers.

ART. 2. — Deze Commissie vervaardigt eene lijst van de onroerende goederen waarvan het behoud, ten behoeve van kunst of schilderachtigheid, van algemeen belang kan zijn.

ART. 3. — De eigenaars van de onroerende goederen door de Commissie aangewezen, worden verzocht zich te verbinden, den staat of het uitzicht van het landschap te vernietigen noch te veranderen, zonder bijzondere machtiging van de Commissie en goedkeuring van den Minister van Openbaar Onderwijs en Schoone Kunsten.

Indien deze verbintenis aangegaan wordt, zal het goed bij besluit van den Minister van Openbaar Onderwijs en Schoone Kunsten geclassificeerd worden.

Wordt de verbintenis geweigerd, dan beteekent de Commissie deze weigering aan het Departement en aan de gemeenten waar het goed is gelegen.

Het ontclassificeeren geschiedt op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden als de classificering.

ART. 4. — De prefect, namens het Departement, of de meier, namens de gemeenten, kan, met inachtneming van de voorschriften der wet van 3 April 1841, de onteigening vorderen van de goederen door de Commissie aangewezen als kunnende geclassificeerd worden.

ART. 5. — Na het opleggen der dienstbaarheid, wordt elke verandering, aan het goed toegebracht zonder de machtiging voorzien bij artikel 3, gestraft met eene boete van 100 tot 3,000 frank.

Artikel 463 van het Strafwetboek is hier van toepassing.

De rechtsvervolging wordt ingesteld op aanklacht van de Commissie.

ART. 6. — Deze wet is in Algerië toepasselijk.

**Wetsvoorstel, door de Kamer der Afgevaardigden van Frankrijk
op 28 Juni 1909 aangenomen.**

EERSTE ARTIKEL. — Het aanplakken op gebouwen en natuurmonumenten en in geclassificeerde landschappen en oorden is verboden.

Het is insgelijks verboden rondom deze monumenten, gebouwen, oorden en landschappen, binnen een omtrek, die voor elk bijzonder geval bij besluit van den prefect bepaald wordt, op eensluidend advies van de Departementale Commissie van Landschappen.

ART. 2. — Buiten de gevallen voorzien bij het eerste artikel, is de prefect gemachtigd, op eensluidend advies van de Commissie van Landschappen, besluiten uit te vaardigen waarbij het aanplakken wordt verboden wanneer dit is vereischt door de schoonheid en het behoud der niet geclassificeerde gebouwen, natuurmonumenten, oorden en landschappen.

ART. 3. — Elke overtreding van de bepalingen dezer wet en van de prefectorale besluiten, ter uitvoering daarvan genomen, wordt gestraft met eene boete van 25 tot 3,000 frank.

ART. 4. — Deze wet is in Algerië toepasselijk.

ART. 5. — Een reglement van openbaar bestuur bepaalt de rechtspleging en de wijze waarop deze wet wordt toegepast.

ART. 6. — Artikel 465 van het Strafwetboek is op deze wet toepasselijk.

ZWITSERLAND.

Wetsvoorstel betreffende verbod en belasting van reclame-plakbrieven (1).

§ 1. Het plaatsen van reclame-plakbrieven moet door de overheden (kantonnale of gemeentelijke) toegelaten worden.

Uitzondering wordt gemaakt voor de reclame-plakbrieven bedoeld in § 8.

§ 2. Naar den zin der wet, verstaat men bijzonder door reclame-plakbrieven, teekenen in volle lucht opgesteld en zichtbaar voor het publiek, zooals schilderwerken, plakaten, opschriften op papier, carton, metaal, plaatwerk of andere stoffen, muurschilderingen, transparanten, enz., welke moeten dienen om een handelshuis aan te bevelen.

Uithangborden van firma's, evenals handelsadvertentiën op de gebouwen van den handelaar zelf, waarbij slechts melding wordt gemaakt van de firma en van den aard van het bedrijf, alsook uithangborden van herbergen worden niet beschouwd als reclame.

I. — VERBOD.

§ 3. Toelating moet worden geweigerd, wanneer het reclameplakkaat van aard is om de schoonheid van het landschap te bederven; hetzelfde geldt voor de reclame-plakbrieven op de straten of pleinen, of op de gebouwen die een historisch of kunst-karakter hebben, voornamelijk wanneer het uitzicht der stad of straat daardoor zou worden geschonden.

Om dezelfde redenen, kan bovengemelde overheid naderhand optreden en bevelen dat het reclameplakkaat worde weggenomen, zelfs wanneer het vroeger toegelaten werd.

§ 4. De bij het in werking treden dezer wet reeds bestaande reclame-plakbrieven, die zich in den toestand zouden bevinden als die voorzien bij § 3, moeten binnen den termijn van één jaar weggenomen worden door de zorgen van de betrokken overheid, en zonder eenig recht op schadeloosstelling.

§ 5. De gemeenten hebben het recht, het plaatsen van reclame-plakbrieven op haar grondgebied volkomen te verbieden, of het te onderwerpen aan nog strengere beperkingen dan die voorzien bij § 3.

§ 6. Graveeren en schilderen op natuur-monumenten, zooals rotsen, boomen, alsook monumenten die van belang zijn voor de geschiedenis of de kunst, gedenksteen, enz., is verboden. Insnijdingen of schilderingen van dien aard, bestaande op het oogenblik van het in werking treden dezer wet, moeten weggenomen worden.

(1) Dit wetsvoorstel werd opgesteld bij den aanvang van het jaar 1907 door professor Wieland. De Fransche vertaling is van den heer de Clermont.

II. — BELASTING.

§ 7. Reclame-plakbrieven. door de bevoegde overheid toegelaten, betalen eene jaarlijksche belasting van ... frank per vierkanten meter, rekening houdende van de volledige oppervlakte van de reclame.

In elk geval moet voor elk reclame-plakkaat eene jaarlijksche minimum-belasting van . . . frank betaald worden.

§ 8 stelt vrij van alle belasting de reclames geplaatst op gebouwen en betrekking hebbende op den handel van den bezitter daarvan, op voorwaarde dat deze plakaten aan zekere vereischten voor de oppervlakte voldoen. Hij stelt ook vrij de plakbrieven aangebracht op door de gemeenten aangeduide plaatsen.

§ 9 en volgende bevatten : Strafbepalingen.

Wet van 12 November 1908 op de reclame-plakbrieven.

De Hooge Raad van het kanton Waad, gezien de wet voorgedragen door den Raad van State,

BESLUIT :

EERSTE ARTIKEL. — Plakbrieven die geplaatst of vervoerd worden derwijze dat men ze kan zien van op een openbaren weg, een spoorweg, of boot bestemd tot het openbaar vervoer van reizigers, of die zijn geplaatst binnen een gebouw of wagen waar het publiek vrijen toegang heeft, betalen een zegelrecht, als volgt bepaald :

Per exemplaar op een enkel blad, betreffende een en hetzelfde onderwerp of handelsbedrijf, 10 centiemen ;

Plakbrieven van meer dan een blad, 10 centiemen per blad ;

Per meervoudige ingelijste reclame, op een enkel blad gedrukt, 10 centiemen.

ART. 2. — Geschilderde plakbrieven, en, over 't algemeen, plakaten op eene andere stof dan papier, die geplaatst zijn zooals is gezegd in het eerste artikel, betalen 10 frank per vierkanten meter, of gedeelte daarvan.

Elke verandering toegebracht aan een plakkaat of papier, of op eene andere stof, wordt beschouwd als een nieuwe plakbrief en betaalt een nieuw recht.

ART. 3. — Het bij het vorig artikel bepaald recht is niet toepasselijk op uithangborden en plakbrieven die betrekking hebben op het erf of het gebouw waarop zij geplaatst zijn, op den handel of het bedrijf dat daarin uitgeoefend wordt.

ART. 4. — De Raad van State verbiedt het plaatsen en beveelt desnoods langs bestuursweg de wegneming van elk plakkaat dat het landschap ontsiert en gevestigd is op een ander vlak dan de zijmuur van een gebouw of een ringmuur, of dat boven het toppunt van het gebouw of van den steunmuur uitsteekt.

ART. 5. — Overtreding van deze wet wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 36 en volgende der wet op het zegel van 11 November 1889.

Voor de plakbrieven, voorzien bij artikel 2, is echter het minimum der boete 10 frank.

ART. 6. — Het gedeelte, begrepen onder littera *a* van artikel 16 der wet van 11 November 1889 op het zegel, wordt afgeschaft.

ART. 7. — De Raad van State is belast met de bekendmaking en uitvoering van deze wet, die van kracht wordt bij hare afkondiging.

Nochtans zijn de plakbrieven, die werden geplaatst voor het inwerking treden van deze wet, slechts te rekenen van 1 Mei 1904 onderworpen aan hare bepalingen.

Gegeven onder het groot zegel van den Staat, te Lausanne, den 12ⁿ November 1905.



(3)

Wetsvoorstel waarbij ten bate van den Staat eene belasting wordt gelegd op uithangborden, plakكاتen en schilderstukken moctende dienen tot bekendmaking van nijverheidsbedrijven.

Tekst gewijzigd door de Commissie

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé, au profit de l'État, une taxe proportionnelle sur les enseignes, pancartes, tableaux, et généralement sur toutes peintures ou inscriptions quelconques autres que les affiches, et destinées à la publicité industrielle ou commerciale.

ART. 2.

Cette taxe est de cinq francs par mètre carré et par an. En aucun cas, elle ne sera inférieure au chiffre de cinq francs.

Wetsvoorstel.

ARTIKEL 1.

Ten bate van den Staat wordt eene evenredige belasting gelegd op uithangborden, plakkaten, schilderstukken en, in 't algemeen, op om 't even welke schilderijen of opschriften, andere dan plakbrieven, die moeten dienen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven.

ART. 2.

Deze belasting beloopt vijf frank per vierkanten meter en per jaar. In geen geval mag zij beneden het cijfer van vijf frank gaan.

Texte amendé.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, sous le nom de taxe d'affichage, un droit annuel sur toutes affiches, inscriptions ou reproductions faisant office d'affiches.

Toutefois, ne sont pas régies par la présente loi les affiches imprimées ou écrites sur papier, parchemin, toile ou autre tissu susceptible de recevoir l'empreinte du timbre, lesquelles restent assujetties au droit de timbre établi par la loi du 25 mars 1891.

ART. 2.

La taxe est fixée à cinq francs par mètre carré.

Toute fraction de mètre carré est comptée pour un mètre carré.

ART. 3 (nouveau).

La taxe est due par celui qui a le droit d'autoriser l'affichage, sauf son recours contre l'auteur de l'affiche ou de l'inscription.

Celui qui a le droit d'autoriser l'affichage est, sauf preuve contraire, le propriétaire du lieu où l'affichage s'effectue.

Lorsque le propriétaire ou l'occupant ont concédé à un tiers le droit d'autoriser l'affichage, le concédant est solidairement tenu avec le concessionnaire au paiement de la taxe.

Gewijzigde tekst.

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming van belasting voor aanplakking, wordt een jaarlijksch recht gelegd op alle plakbrieven, opschriften of reproductie dienende als plakbrief.

Worden echter niet beheerscht door deze wet, de plakbrieven, gedrukt of geschreven op papier, perkament, linnen of eenig ander weefsel waarop het zegel kan worden afgedrukt; deze plakbrieven blijven, bij voortdurend, onderhevig aan het zegelrecht, bij de wet van 25 Maart 1891 ingevoerd.

ART. 2.

De belasting wordt bepaald op vijf frank per vierkanten meter.

Elke breuk van meter vierkant wordt gerekend voor een vierkanten meter.

ART. 3 (nieuw).

De belasting is verschuldigd door hem die het recht heeft het aanplakken toe te laten, behoudens zijn verhaal op hem van wien de plakbrief of het opschrift uitgaat.

Hij, die het recht heeft het aanplakken toe te laten, is, behoudens tegenbewijs, de eigenaar der plaats waar het aanplakken geschiedt.

Wanneer de eigenaar of de gebruiker aan een derde het recht hebben verleend de aanplakking toe te laten, is hij, die dat recht verleent, hoofdelijk gehouden met den verkrijger tot de betaling van de belasting.

Proposition de loi.

Wetsvoorstel.

ART. 3.

Cette taxe n'est pas applicable aux peintures ou inscriptions émanant des autorités publiques, ni à celles employées par des personnes occupant un immeuble à un titre quelconque et qui affectent cet immeuble ou une de ses dépendances à une publicité relative à l'industrie ou au commerce qu'elles y exercent.

ART. 3.

Deze belasting is niet van toepassing op de schilderijen of opschriften uitgaande van de openbare overheden, noch op degene benutigd door personen die, volgens welk recht ook, een onroerend goed in gebruik hebben en dit goed of een zijner bijhoorigheden doen dienen tot eene bekendmaking betreffende de nijverheid of den handel welke zij er uitoefenen.

Texte amendé.

ART. 4 (nouveau).

La taxe est due pour l'année entière, sans fraction.

Elle est payable, à l'origine, préalablement à tout affichage, sur la présentation d'une déclaration au bureau de l'enregistrement dans la circonscription duquel se trouve situé le lieu de l'affichage.

La forme et le contenu de cette déclaration sont déterminés par arrêté royal.

ART. 5 (nouveau).

La taxe est exigible, pour la deuxième année, dans les vingt premiers jours du mois de janvier qui suit le dépôt de la déclaration, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à la suppression de l'affiche ou de l'inscription.

ART. 6 (nouveau).

La taxe peut être acquittée en une fois pour deux ou plusieurs années.

Les droits payés ne sont jamais restituables pour quelque cause que ce soit.

Gewijzigde tekst.

ART. 4 (nieuw).

De belasting is verschuldigd voor het gansche jaar, zonder breuk.

Zij is, bij den aanvang, vóór alle aanplakking, op vertoon eener aangifte, betaalbaar ten kantore der registratie van de omschrijving binnen welke de plaats van aanplakking is gelegen.

ART. 5 (nieuw).

De belasting is, voor het tweede jaar, invorderbaar binnen de eerste twintig dagen der maand Januari volgende op het neerleggen der aangifte, en zoo vervolgens van jaar tot jaar, tot na de wegneming van den plakbrief of van het opschrift.

ART. 6 (nieuw).

De belasting mag in eens worden betaald voor twee of meer jaren.

De betaalde rechten worden nooit teruggekeerd, om welke reden ook.

Voir article 10 du texte amendé.

Zie artikel 10 van den gewijzigden tekst.

Proposition de loi.

Wetsvoorstel.

Voir article 7 de la proposition.

Zie artikel 7 van het voorstel.

ART. 4.

Ceux qui auront disposé ou fait disposer ces enseignes, placards ou tableaux, sans en avoir fait la déclaration au receveur de l'enregistrement, dans les trois jours de leur achèvement, avec indication du mode employé et de la surface occupée, seront condamnés à une amende de 155 francs pour chaque contravention, sans préjudice du droit pour l'administration de supprimer d'office et à leurs frais, la publicité qui aura été faite en contravention à la présente loi.

ART. 5.

Les propriétaires des immeubles où seront placés des enseignes, pancartes et tableaux, et les industriels ou commerçants au profit desquels ils auront été placés seront solidairement tenus de l'amende, sauf leur recours les uns contre les autres.

ART. 6.

Le recouvrement de la taxe et des amendes pour les contraventions prévues par la présente loi sera poursuivi par voie de contrainte devant le tribunal de première instance.

ART. 4.

Zij, die uithangborden, plakaten of schilderstukken plaatsen of doen plaatsen zonder deze, binnen drie dagen na hunne voltooiing, te hebben aangegeven bij den ontvanger der registratie, met aanduiding van de wijze van plaatsing en van de ingenomen oppervlakte, worden gestraft met eene boete van 155 frank voor elke overtreding, onverminderd het recht, voor het bestuur, de in strijd met deze wet gedane bekendmaking ambtshalve en op hunne kosten te doen verdwijnen.

ART. 5.

De eigenaars van onroerende goederen, waar uithangborden, plakaten en schilderstukken worden geplaatst, alsmede de nijverheidsmannen of handelaars ten bate van wie ze worden geplaatst, zijn hoofdelijk gehouden voor de boete, behoudens wederzijdsch verhaal op elkander.

ART. 6.

Het innen van de belasting en van de boeten, verschuldigd wegens de overtredingen voorzien bij deze wet, wordt, bij dwangbevel, vervolgd voor de rechtbank van eersten aanleg.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

ART. 7.

Toute affiche ou inscription porte, en caractères apparents, le numéro d'ordre de la déclaration et l'année du paiement de la première taxe.

ART. 7.

Elke plakbrief of elk opschrift draagt, in zichtbare letters, het ordenummer der aangifte en het jaar der betaling van de eerste belasting.

ART. 8.

Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie d'une amende de 100 francs, sans préjudice du paiement des droits qui seraient exigibles, et du droit pour l'administration de supprimer d'office et aux frais des contrevenants la publicité qui aurait été faite en contravention à la présente loi.

Elke overtreding van de bepalingen dezer wet wordt gestraft met eene boete van 100 frank, onverminderd de betaling van de rechten die invorderbaar mochten zijn, en van het recht voor het bestuur de bekendmaking, in strijd met deze wet gedaan, ambtshalve en op kosten van de overtreders te doen verdwijnen.

ART. 9.

Les contraventions sont constatées et les poursuites exercées conformément à l'article 59 du Code du timbre.

ART. 9.

De overtredingen worden vastgesteld en de vervolgingen geschieden overeenkomstig artikel 59 van het Zegelwetboek.

Proposition de loi.

Wetsvoorstel

ART. 7.

ART. 7.

Les mesures d'application pour la déclaration et pour le recouvrement de la taxe seront déterminées par des arrêtés royaux.

De maatregelen, toe te passen voor de aangifte en de inning der belasting, worden bij koninklijke besluiten vastgesteld.

Voir article 3 de la proposition
Zie artikel 3 van het voorstel.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

Voir article 7 du texte amendé.

Zie artikel 7 van den gewijzigden tekst.

ART. 10.

Sont exemptes de la taxe d'affichage :

1° *Les affiches ou inscriptions se rattachant à des opérations qui se traitent dans le lieu même où elles sont placées ;*

2° *Les affiches ou inscriptions dont l'objet est de ceux prévus par l'article 63 du code du timbre.*

ART. 11 (nouveau).

La présente loi sera obligatoire trois mois après sa promulgation.

ART. 12 (nouveau).

Disposition transitoire.

Toute personne ayant, antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, pris en affermage des emplacements destinés à recevoir des affiches sujettes à perception du droit prévu à l'article 2, pourra dénoncer la convention dans le délai de deux mois, à charge d'enlever dans le même délai lesdites affiches.

Il ne sera tenu en ce cas au payement d'aucune taxe en faveur du trésor, ni d'aucune indemnité à l'égard du titulaire du droit d'affichage.

ART. 10.

Zijn vrij van de belasting voor aanplakking :

1° *De plakbrieven of opschriften die betrekking hebben op verrichtingen geschiedende ter plaatse zelf waar ze zijn aangebracht.*

2° *De plakbrieven of opschriften die, door wat zij beoogen, behooren tot degene voorzien bij artikel 63 van het Zegelwetboek.*

ART. 11 (nieuw).

Deze wet wordt verplichtend drie maanden na hare afkondiging.

ART. 12 (nieuw).

Overgangsbepaling.

Elke persoon die, vóór het in werking treden van deze wet, plaatsen heeft gepacht, bestemd tot het ontvangen van plakbrieven, onderhevig aan het recht voorzien bij artikel 2, kan de overeenkomst opzeggen binnen den termijn van twee maanden, met verplichting gezegde plakbrieven binnen denzelfden tijd weg te nemen.

In dit geval is hij niet gehouden tot betaling van eenige belasting ten bate van de schatkist noch van eenige vergoeding ten aanzien van hem, die het recht tot aanplakking bezit.